

ANNEXE N°1 AU CAHIER DES CHARGES

▪ CONTRAT DE CONCESSION – SOMMAIRE

I DISPOSITIONS GENERALES	8
ARTICLE 1. DEFINITIONS	8
ARTICLE 2. OBJET ET PRINCIPES GENERAUX	11
ARTICLE 3. PRISE D'EFFET ET DUREE	12
ARTICLE 4. PIECES CONSTITUTIVES	16
ARTICLE 5. CARACTERE PERSONNEL DU CONTRAT	16
ARTICLE 6. CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ET DES SYSTEMES D'INFORMATION.....	17
ARTICLE 7. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE TRAFIC D'INFLUENCE.....	20
ARTICLE 8. SECURITE	21
ARTICLE 9. SOCIETE DEDIEE	26
ARTICLE 10. RECOURS CONTRE LE CONTRAT	29
ARTICLE 11. PERIMETRE TECHNIQUE DU CONTRAT	29
ARTICLE 12. OUVRAGES, INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS MIS A DISPOSITION DU CONCESSIONNAIRE	30
ARTICLE 13. DOCUMENTS RELATIFS AU SERVICE	39
ARTICLE 14. REGLES GENERALES D'UTILISATION.....	41
ARTICLE 15. AUTORISATIONS	41
ARTICLE 16. UTILISATION DE LA VOIRIE	42
ARTICLE 17. REEXAMEN DES CONDITIONS CONTRACTUELLES.....	42
II REALISATION DES TRAVAUX.....	44
ARTICLE 18. PRINCIPES GENERAUX.....	44
ARTICLE 19. DESCRIPTIF DES TRAVAUX A REALISER.....	44
ARTICLE 20. DELAIS D'EXECUTION.....	48
ARTICLE 21. CONDUITE DES TRAVAUX	50
ARTICLE 22. CONCEPTION DES TRAVAUX.....	50
ARTICLE 23. REALISATION DES TRAVAUX.....	51
ARTICLE 24. MISE EN SERVICE ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	52
ARTICLE 25. TRAVAUX NON-PROGRAMMES – CONDITIONS PARTICULIERES.....	54
ARTICLE 26. TRAVAUX DE GER.....	57
III CONDITIONS D'EXPLOITATION	59
ARTICLE 27. PRINCIPES GENERAUX.....	59

ARTICLE 28.	OBLIGATIONS DU SERVICE, ET CARACTERISTIQUES DES FLUIDES	60
ARTICLE 29.	CAPACITE DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION	61
ARTICLE 30.	CONTINUITE DU SERVICE	62
ARTICLE 31.	PROGRAMME DES ARRETS TECHNIQUES	64
ARTICLE 32.	ENTRETIEN-MAINTENANCE DES OUVRAGES, INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS	65
ARTICLE 33.	CONTRATS AVEC DES TIERS	66
ARTICLE 34.	FOURNITURE D'UTILITES PAR L'AUTORITE CONCEDANTE	66
ARTICLE 35.	SERVITUDES OU ACTES JURIDIQUES A ETABLIR	68
IV	PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE.....	70
ARTICLE 36.	PRINCIPES GENERAUX.....	70
ARTICLE 37.	DEFINITION DES INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX.....	74
V	RELATIONS AVEC LES ABONNES.....	77
ARTICLE 38.	DEMANDES DE RACCORDEMENT ET D'AUGMENTATION DE CAPACITE	77
ARTICLE 39.	REGLEMENT DE SERVICE.....	78
ARTICLE 40.	POLICE D'ABONNEMENT	79
ARTICLE 41.	GESTION DES DEMANDES/RECLAMATIONS DES ABONNES	80
ARTICLE 42.	INFORMATION DES ABONNES.....	80
ARTICLE 43.	COMPTAGE.....	82
ARTICLE 44.	ÉVALUATION DE LA SATISFACTION DES ABONNES.....	83
VI	REGIME DU PERSONNEL ET PERFORMANCE SOCIALE ET SOCIETALE.....	84
ARTICLE 45.	PRINCIPES GENERAUX.....	84
ARTICLE 46.	CONDITIONS DE TRAVAIL.....	84
ARTICLE 47.	PERSONNEL DU CONCESSIONNAIRE.....	84
ARTICLE 48.	LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE.....	84
ARTICLE 49.	INSERTION SOCIALE	85
VII	CONDITIONS FINANCIERES	86
ARTICLE 50.	ÉCONOMIE GENERALE DU CONTRAT	86
ARTICLE 51.	PRINCIPES FINANCIERS ET TARIFAIRES APPLICABLES DES L'ENTREE EN VIGUEUR DU CONTRAT.....	86
ARTICLE 52.	DISPOSITIONS CONTRACTUELLES APPLICABLES DANS LE CAS DE REALISATION DE TRAVAUX NEUFS DE DEVELOPPEMENT ET DE RENFORCEMENT	90
ARTICLE 53.	EVOLUTION TARIFAIRE LIEE AUX EVENTUELS TRAVAUX NON-PROGRAMMES	93
ARTICLE 54.	INDEXATIONS DES TARIFS	93
ARTICLE 55.	DISPOSITIONS APPLICABLES DANS L'ENSEMBLE DES CAS	94

ARTICLE 56.	CHARGES SUPPORTEES PAR LE CONCESSIONNAIRE.....	98
ARTICLE 57.	DISPOSITIONS FINANCIERES RELATIVES AUX ANNEXES N°18, 19, 20, 21, 22	99
ARTICLE 58.	REGIME FISCAL.....	100
VIII	CONTROLE DE L’ACTION DU CONCESSIONNAIRE	101
ARTICLE 59.	RAPPORT MENSUEL.....	101
ARTICLE 60.	RAPPORT ANNUEL.....	101
ARTICLE 61.	COMPTE RENDU FINANCIER	102
ARTICLE 62.	COMPTE RENDU TECHNIQUE.....	104
ARTICLE 63.	CONTROLE DE L’AUTORITE CONCEDANTE.....	105
ARTICLE 64.	REUNIONS.....	106
IX	GARANTIES – ASSURANCES	107
ARTICLE 65.	RESPONSABILITE.....	107
ARTICLE 66.	ASSURANCES.....	108
ARTICLE 67.	GARANTIES.....	110
X	SANCTIONS	111
ARTICLE 68.	SANCTIONS PECUNIAIRES	111
ARTICLE 69.	SANCTIONS COERCITIVES.....	118
ARTICLE 70.	RESILIATION POUR FAUTE.....	119
ARTICLE 71.	PROPRIETE INTELLECTUELLE	121
ARTICLE 72.	REGLEMENT DES LITIGES.....	122
XI	FIN DE CONTRAT	123
ARTICLE 73.	CONTINUITE DU SERVICE EN FIN DE CONTRAT	123
ARTICLE 74.	INFORMATION SUR LES PERSONNELS	123
ARTICLE 75.	RESILIATION POUR MOTIF D’INTERET GENERAL.....	123
ARTICLE 76.	RESILIATION POUR FORCE MAJEURE	126
ARTICLE 77.	RESILIATION EN APPLICATION DU CODE DE COMMERCE	126
ARTICLE 78.	FIN D’EXPLOITATION	126
ARTICLE 79.	ELECTION DE DOMICILE.....	130

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Règles applicables aux entreprises extérieures	16
Annexe 2 : Politique de sécurité des systèmes d'information	20
Annexe 3 : Modèle de cautionnement.....	28
Annexe 4 : Limite de prestation au niveau des Postes de livraison	30
Annexe 5 : Terrain d'assiette mis à disposition du Concessionnaire	31
Annexe 6 : Parking PTL CEA et circulations en interface avec le Concession – Piste de test véhicule..	32
Annexe 7 : Plan réseaux existants CEA (eaux en vert – électriques en bleu – EI en orange) - Plan réseaux tiers-réseaux de chauffage urbain CCIAG et Plan ELHQS CEA - Plan réseau azote service N2S de l'Autorité Concédante	32
Annexe 8 : Plan Antennes wifi et projecteurs CEA	34
Annexe 9 : Convention GR 745 235 de servitude de réseau de chauffage appartenant à la Métropole Grenoble-Alpes Métropole en date du 29 juin 2018	34
Annexe 10 : Inventaire initial	35
Annexe 11 : Documents relatifs aux autorisations actuellement en application	42
Annexe 12A : Programme des Travaux Neufs Initiaux	44
Annexe 12B : Programme des Travaux Neufs de Développement et Renforcement	44
Annexe 13 : Planning	48
Annexe 14 : Plan prévisionnel de GER.....	57
Annexe 15 : Dépenses estimatives de GER	57
Annexe 16 : Conditions techniques de livraison des Fluides en qualité	61
Annexe 17 : Plan de continuité de service	64
Annexe 18 : Acheminement d'électricité par l'Autorité Concédante au bâtiment 40.02	66
Annexe 19 : Accès du Concessionnaire au réseau électrique de l'Autorité Concédante pour l'exploitation d'Installations de production déportées situées aux bâtiments M20, Z123, 41.03, 41.07 et 52C et D6.....	67
Annexe 20 : Accès au réseau ELHQS (Electricité Haute Qualité de Secours) de l'Autorité Concédante pour l'exploitation de certaines Installations de production	67
Annexe 21 : Modalités de distribution d'eau industrielle par l'Autorité Concédante au Concessionnaire	68
Annexe 22 : Rejet des eaux du Concessionnaire vers le milieu naturel.....	68
Annexe 23 : Stratégie énergétique et environnementale.....	74
Annexe 24A : Bilan énergétique et environnemental.....	74
Annexe 24B : Modalités de calcul des indicateurs de performance	74

Annexe 25 : Modalités d'information sur l'état du service.....	81
Annexe 26 : Insertion et emploi.....	85
Annexe 27 : Grille tarifaire	87
Annexe 28 : Montant des Investissements de Premier Etablissement.....	87
Annexe 29 : Plan d'amortissement prévisionnel.....	88
Annexe 30 : Emplois Ressources	88
Annexe 31 : Révision et actualisation.....	90
Annexe 32 : Montant des Travaux Neufs de Développement et de Renforcement	91
Annexe 33 : Compte d'exploitation prévisionnel (CEP)	96
Annexe 34 : Surveillance du Site réalisée par la Formation Locale de Sécurité de l'Autorité Concédante	99
Annexe 35 : Règlement de service	78
Annexe 36 : Modèle de police d'abonnement	796

▪ **CONTRAT DE CONCESSION – DISPOSITIONS PRINCIPALES**

ARTICLE 2. OBJET ET PRINCIPES GENERAUX

Le Contrat a pour objet de confier au Concessionnaire, dans les conditions définies ci-après, l'exploitation du service relatif aux Dispositifs de Fonctionnement Technique ayant pour objet la fourniture de fluides énergétiques et process et le traitement des effluents, comprenant :

- La réalisation des Travaux Programmés et des Travaux Non Programmés ;
- Le financement des investissements liés à la réalisation des Travaux ;
- L'exploitation, l'entretien et la maintenance, le gros entretien et le renouvellement des Ouvrages, Installations, Equipements et Postes de livraison ;
- La production et la distribution des Fluides aux Abonnés ;
- La gestion des relations contractuelles avec les Abonnés ;
- La facturation et le recouvrement auprès des Abonnés au titre des prestations réalisées.

Les Installations de production centralisées sont une Installation Classée pour la Protection l'Environnement (ICPE), disposant de son propre arrêté préfectoral, conformément à l'annexe n°11.

Dans le cadre de l'exécution de ses missions au titre du Contrat, le Concessionnaire mène une politique de recherche d'efficacité énergétique et environnementale et de maintien des Installations à un haut niveau de qualité de service en accord avec les objectifs définis par l'Autorité Concédante et dans les conditions prévues au Contrat.

Le Concessionnaire pourra réaliser des prestations accessoires au service concédé dans le cadre du Contrat, définies à l'article 14.2. La réalisation de ces prestations accessoires ne pourra en aucun cas entraver la bonne exécution du Contrat.

Le Concessionnaire assume le risque d'exploitation du service dans des conditions d'exploitation normales conformément à l'article L1121-1 du Code de la commande publique et aux stipulations du Contrat.

L'Autorité Concédante conserve le contrôle du service concédé conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et aux stipulations du Contrat.

ARTICLE 11. PERIMETRE TECHNIQUE DU CONTRAT

11.1 Principe

Le périmètre technique est ainsi constitué pour chaque Fluide listé à l'ARTICLE 28 des :

- Des installations techniques au démarrage du Contrat, c'est-à-dire les Ouvrages, Installations et Equipements mis à disposition du Concessionnaire, comme décrits à l'ARTICLE 12 ;
- Des Postes de livraison jusqu'aux Points de mise à disposition. L'annexe n°4 sera mise à jour pendant la période de réversibilité et durant l'exécution du Contrat ;
- Des Ouvrages, Installations et Equipements réalisés ou fournis par le Concessionnaire dans le cadre des Travaux, et notamment les équipements informatiques (postes, logiciels, etc.) nécessaires au fonctionnement du service ou à l'optimisation du fonctionnement des Equipements. Les logiciels de gestion technique, de supervision, de GMAO, d'optimisation, de prédiction sont considérés comme nécessaires au service.
- Des Ouvrages, Installations et Equipements ayant fait l'objet d'une modification de périmètre au titre des dispositions de l'article 11.2.

Le Point de mise à disposition est constitué par la bride aval de la vanne avale située immédiatement après le Poste de livraison.

Par dérogation à la définition ci avant, le Point de mise à disposition pour les fluides EDI (eau désionisée) et EUP (eau ultra pure) est situé au niveau de chaque départ/retour pris sur les réseaux hook-up :

- Bride aval de la première vanne positionnée sur le départ de la boucle en direction de la panoplie équipement ;
- Bride amont de la dernière vanne positionnée sur le retour de la boucle en provenance de la panoplie équipement.

Ainsi, la boucle de distribution située entre le Poste de livraison et les Points de mise à disposition fait partie du périmètre technique.

L'annexe 4 présente les limites de prestation au niveau des Postes de livraison. Cette annexe est mise à jour pendant la période de réversibilité et est maintenue à jour par le Concessionnaire dans le cadre de l'exécution du Contrat.

Annexe 1 : Limite de prestation au niveau des Postes de livraison

11.2 Modification du périmètre technique

L'Autorité Concédante se réserve la possibilité de remettre au Concessionnaire, en cours d'exécution du Contrat, des ouvrages, installations ou équipements supplémentaires existants (ainsi que tous plans, documents et notices en sa possession), en relation avec l'objet du Contrat.

Une fois intégrés, ces ouvrages, installations ou équipements sont assimilés à des Ouvrages, Installations et des Equipements et les stipulations du Chapitre II (réalisation des Travaux) leur sont intégralement applicables. L'inventaire des Ouvrages, Installations et des Equipements est mis à jour par le Concessionnaire en conséquence.

L'Autorité Concédante se réserve la possibilité de soustraire des Ouvrages, Installations, Equipements présents dans le périmètre technique, en cours d'exécution du Contrat, sous réserve que la soustraction ne bouleverse pas l'économie générale du Contrat.

ARTICLE 12. OUVRAGES, INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS MIS A DISPOSITION DU CONCESSIONNAIRE

12.1 Principe

Les terrains, Ouvrages, Installations et Equipements mis à disposition du Concessionnaire au démarrage du Contrat sont constitués :

- De l'ensemble des Ouvrages, Installations et Equipements présents sur le terrain d'assiette défini à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** qui est mis à disposition du Concessionnaire conformément à l'annexe 5 (à l'exception de la Plateforme Technologique des liaisons décrite ci-après), qui constituent les Installations de production (ou de traitement) centralisées ;
- Du terrain d'assiette de l'Installation de production centralisée (également désigné par « terrain d'assiette ») défini en annexe 5 ;
- Des Installations de production déportées du 40.02 concernant la production des fluides thermiques EG5 et EM45 ;
- Des Installations de production déportées du 41.07 concernant la production d'EUP (eau ultra pure) ;
- Des Installations de production déportées du Z123 et M20 pour la production d'air comprimé ;
- Des Installations de production déportées de production de gaz vecteurs ;
- Des Installations de distribution ;
- Des Postes de livraison jusqu'aux Points de mise à disposition (incluant les boucles EDI et EUP jusqu'au Point de mise à disposition cf. article 11.1).

Les Ouvrages, Installations et Equipements mis à disposition sont ceux figurant à l'inventaire de l'article 3.2.3.

La documentation technique jointe au dossier de consultation décrit, entre autres, les Ouvrages, Installations et Equipements existants lors de l'élaboration du dossier de consultation et comprend les dossiers d'étude des Ouvrages, Installations et Equipements en cours de réalisation et qui seront versés à l'inventaire défini à l'article 3.2.3.

L'Autorité Concédante assure le libre accès du Concessionnaire aux Ouvrages et Equipements ainsi qu'aux Installations de production déportées.

[...]

ARTICLE 19 DESCRIPTIF DES TRAVAUX A REALISER

19.1 Travaux Programmés

Le Concessionnaire réalise le programme des Travaux Programmés dans les conditions et délais précisés dans l'annexe n° 12A et 12B. Ce programme comprend :

- Le programme des Travaux Neufs Initiaux (12A) ;
- Le programme des Travaux Neufs de Développement et de Renforcement (12B).

Annexe 2A : Programme des Travaux Neufs Initiaux

Annexe 12B : Programme des Travaux Neufs de Développement et de Renforcement

Les Travaux Neufs Initiaux concernent :

- Les travaux de mise en conformité, de modification, de remplacement et d'optimisation résultant de l'application du Contrat ou des obligations en termes de qualité de service et de performance environnementale
- Les travaux de renforcement des Capacités des Installations de production et de distribution rendus nécessaires pour couvrir les besoins supplémentaires et notamment :
 - Les travaux initiaux de renforcement des Installations de production afin de satisfaire les Capacités prévisionnelles de l'année 2029 ;
 - Les travaux initiaux de renforcement des Installations de distribution, s'ils sont rendus nécessaires par des augmentations des Capacités attendues avant 2029, devront prendre en compte l'augmentation totale attendue des Capacités, c'est-à-dire les Capacités prévisionnelles de l'année 2040.

Les Travaux Neufs Initiaux sont les travaux que le Concessionnaire s'engage à réaliser sans conditions.

Les Travaux Neufs de Développement et de Renforcement concernent :

- Les travaux de renforcement des Installations de production afin de satisfaire les Capacités prévisionnelles attendues au-delà de l'année 2029 ;
- Les travaux de renforcement des Installations de distribution s'ils sont rendus nécessaires par des augmentations de Capacité au-delà de l'année 2029. Ces travaux devront prendre en compte les Capacités prévisionnelles de 2040.

Il est attendu que les éventuels travaux de renforcement sur la distribution ne soient réalisés qu'une fois, c'est-à-dire qu'il ne soit pas nécessaire de modifier ou remplacer des Installations ayant fait l'objet de travaux de renforcement de Capacité de distribution sur la durée du Contrat, et que les éventuels travaux de renforcement de la Capacité de distribution anticipent l'augmentation totale de Capacité attendue en 2040.

Les Travaux Neufs de Développement et de Renforcement sont les travaux que le Concessionnaire s'engage à réaliser sous conditions, notamment : de souscription de Capacité supplémentaire par les Abonnés et de confirmation de la faisabilité technique desdits travaux.

Le prix des Travaux Neufs de Développement et de Renforcement stipulé à l'0 pourra être revu par les Parties sur fourniture de tout justificatif de preuve et après validation de l'Autorité Concédante :

- Si le montant des travaux est significativement supérieur au montant initialement prévu dans l'offre définitive du Concessionnaire, ceci en raison :
 - D'obsolescence pour la ou les solution(s) proposées dans le programme ;

- D'indisponibilité d'un équipement initialement prévu (cf. annexe 12B) et de tout équipement possédant des caractéristiques similaires (économique, performance, taille, maintenabilité).

19.2 Travaux Non Programmés

Constituent notamment des Travaux Non Programmés les Travaux suivants :

- Travaux non compris dans le programme de Travaux Neufs Initiaux ou des Travaux Neufs de Développement et de Renforcement ;
- Travaux de dévoiement des réseaux ;
- Travaux nécessaires à la production, distribution de fluides non prévus initialement à l'ARTICLE 28 ;
- Travaux de raccordement de nouveaux Postes de livraison ;
- Travaux de réalisation d'Installation(s) de production supplémentaire(s) ou d'extension et de maillage en vue de réduire les charges d'énergie ;
- Travaux de mise en conformité réglementaire rendus nécessaires par la survenance d'un changement de législation ou de réglementation, ou par un acte administratif, en ce inclus la mise en conformité d'une partie du programme de Travaux Neufs Initiaux ou de Développement et de Renforcement qui n'aurait pas encore été réalisée ;
- Travaux de démantèlement des Ouvrages, Installations et Équipements devenus inutiles au service objet du Contrat et qui ne figureraient pas dans le programme des Travaux Neufs Initiaux ;
- Travaux nécessités par la découverte de vestiges archéologiques, d'équipements pyrotechniques, d'une pollution dont le Concessionnaire n'est pas responsable.

Chaque opération de Travaux Non Programmés fait l'objet d'une étude préalable réalisée par le Concessionnaire à ses frais et précisant *a minima* :

- L'origine de la demande des Travaux (Autorité Concédante, Concessionnaire, Abonné ou Tiers) ;
- Leur raison et les bénéfices attendus ;
- L'étude des différents scénarii de réalisation ;
- La consistance des Travaux envisagés ;
- Tous plans et notes de calculs permettant de décrire les Travaux et d'en justifier le dimensionnement ;
- Les plans des équipements et leurs fiches techniques ;
- L'incidence sur le service objet du Contrat une fois les Travaux envisagés réalisés ;
- Le planning détaillé des Travaux envisagés ;
- Les éventuelles contraintes de réalisation des Travaux envisagés et en particulier les impacts potentiels sur le service pendant la réalisation des Travaux ;
- Le coût, justifié sur la base de devis pour tous travaux supérieurs à cent mille (100 000) € HT, des Travaux envisagés ;
- Le plan de financement, incluant, le cas échéant, le financement par le Concessionnaire, le financement par un Tiers, les subventions et toute autre source de financement mobilisable ;
- Le cas échéant, l'incidence éventuelle de la réalisation des Travaux envisagés sur les conditions financières du Contrat ;
- Le cadre réglementaire applicable aux Travaux envisagés ;
- Le cadre contractuel applicable ;
- Le cas échéant, la nécessité d'études complémentaires, leur délai de réalisation, leur éventuel coût et une proposition de financement ;
- Dans l'hypothèse où les Travaux envisagés ne sont pas initiés par le Concessionnaire, un avis motivé sur la réalisation des Travaux (favorable, défavorable, nécessité d'études complémentaires) ;
- Une analyse de risque projet ;
- Une analyse de risque vis-à-vis de la continuité de l'exploitation, des Ouvrages, des Installations, des Équipements existants.

Dans l'hypothèse où l'Autorité Concédante donnerait son accord à la réalisation des Travaux Non Programmés, le Concessionnaire devra obligatoirement organiser une mise en concurrence pour la passation des commandes de travaux dès lors qu'elles dépassent 100 000 €HT.

En ce qui concerne les coûts des investigations liées à la découverte et au traitement de vestiges archéologiques, d'équipements pyrotechniques ou d'une pollution dans le sol, le Concessionnaire les prendra en charge dans la limite, sur la durée du Contrat, de 200 000 € TTC. Au-delà, les coûts associés seront à la charge de l'Autorité Concédante.

[...]

ARTICLE 26 TRAVAUX DE GER

26.1 Nature des travaux de GER

Pendant toute la durée du Contrat, le Concessionnaire assure les prestations de GER (dénommées ci-après « Gros Entretien Renouvellement ») correspondant aux niveaux 4 et 5 de la norme française NF X 60-010 afin de maintenir, pendant toute la durée du Contrat, les biens qui lui sont confiés en bon état de fonctionnement et d'exploitation selon le Plan de Gros Entretien Renouvellement joint en annexe n° 14.

Annexe 3 : Plan prévisionnel de GER

Les travaux de GER sont des travaux mis en œuvre par le Concessionnaire et destinés à assurer le bon fonctionnement permanent du service et à préserver et/ou valoriser les Ouvrages et les Équipements remis au Concessionnaire par l'Autorité Concédante ou réalisés par le Concessionnaire dans le cadre de l'exécution du Contrat. Les travaux de GER comprennent les grosses réparations telles qu'indiquées à l'article 606 du Code civil.

Le plan prévisionnel de Gros Entretien Renouvellement décrit en annexe 14 liste les travaux prévus par le Concessionnaire sur les Ouvrages et Equipements figurant à l'Inventaire initial, et ne saurait exonérer le Concessionnaire de son obligation de résultat sur le bon fonctionnement et entretien de l'ensemble des Installations. Les dépenses de GER estimatives figurent à l'annexe 15.

Annexe 4 : Dépenses estimatives de GER

Les travaux de Gros Entretien et Renouvellement consistent en :

- Des travaux de réparation, y compris la réparation des sinistres et dégâts causés par des tiers au Concessionnaire (étant précisé que tous les prestataires intervenant sous la responsabilité du Concessionnaire sont réputés ne pas être des tiers) ;
- Des travaux de renouvellement sur des Ouvrages, Installations, Équipements ou partie(s) d'Équipement, devenus inutilisables et inadaptés pour quelque raison que ce soit, y compris l'usure normale, la vétusté ou l'obsolescence.

Ne sont pas considérés comme des travaux de GER les prestations d'entretien-maintenance visées à l'O.

Les Ouvrages et Installations et Equipements ainsi renouvelés et/ou réalisés ont le caractère de biens de retour au sens de l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** et reviennent gratuitement à l'Autorité Concédante au terme normal du Contrat.

26.2 Cas du renouvellement consécutif à des insuffisances d'entretien ou des malfaçons de la part du Concessionnaire

Dans le cas où l'Autorité Concédante démontre que des travaux de renouvellement ont été rendus nécessaires ou aggravés soit par une insuffisance de l'entretien et des réparations à la charge du Concessionnaire, soit par un défaut de surveillance exercée sur les Installations, soit du fait de malfaçon dont le Concessionnaire est responsable du fait de la réalisation de précédents travaux, le Concessionnaire réalise à ses frais ces travaux sans les imputer au compte GER défini à l'article 55.4.

26.3 Exécution d'office des travaux de GER

Faute pour le Concessionnaire de pourvoir aux travaux de GER à sa charge et quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet, l'Autorité Concédante peut faire procéder à l'exécution d'office des travaux nécessaires par prélèvement sur la garantie à première demande définie à l'**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**

26.4 Contrôle de l'Autorité Concédante

Dans le cadre de l'exercice de son pouvoir de contrôle, l'Autorité Concédante a le droit de vérifier ou de faire vérifier par l'organisme de son choix les dépenses effectives du Concessionnaire.

Pour ce faire, le Concessionnaire établit et transmet à l'Autorité Concédante, pour chaque trimestre et, au plus tard quarante-cinq (45) Jours après le dernier jour du trimestre correspondant :

- Une liste comprenant :
 - Le descriptif technique des travaux de GER réalisés ou en cours ;
 - La localisation des travaux de GER réalisés ou en cours ;
 - Les factures correspondantes des fournisseurs et des sous-traitants ;
- Une mise à jour du programme prévisionnel de travaux de GER sur la durée restante du Contrat et le montant correspondant, reprenant intégralement les travaux de GER préventifs prévus à la signature du Contrat.

III CONDITIONS D'EXPLOITATION

ARTICLE 27 PRINCIPES GENERAUX

Le Concessionnaire :

- Utilise les Ouvrages, Installations et Équipements conformément à la réglementation en vigueur, présente et à venir, notamment en matière d'hygiène, de sécurité, de bruit et de pollution et à toutes les obligations imposées par les arrêtés d'autorisation d'exploiter ;
- Respecte l'ensemble des exigences du service et notamment la sécurité, la continuité du service, l'égalité des Abonnés devant le service, la qualité et la bonne organisation de la mission qui lui est confiée ;
- Est seul responsable de toute infraction ou autre action qui pourrait être constatée par quelque autorité que ce soit à l'occasion de l'exploitation du service qui lui est confiée. D'une manière générale, il fait son affaire de l'ensemble des risques et litiges liés à l'exploitation et de toutes leurs conséquences ;
- Veille à ne rien faire ni laisser faire qui puisse porter atteinte aux exigences du bon fonctionnement du service et, notamment, qui puisse entraîner la dépréciation, la diminution du rendement ou la cessation d'exploitation, même provisoire, du service objet du Contrat ;
- Assure le maintien de la disponibilité des Installations et Équipements et tient à jour une analyse des modes de défaillance et de leurs effets et de leurs criticités ;
- Gère via un système informatique l'ensemble des interventions réalisées dans le cadre de l'entretien, de l'exploitation et de la maintenance des Installations et Équipements ;
- Sans délai, met en place tout moyen de gestion approprié des incidents d'exploitation et des Perturbations afin de mettre en sécurité les biens et personnes, notamment en cas de fuite de réseau quel qu'il soit et informe immédiatement l'autorité Concédante ;
- En cas d'incident, le Concessionnaire propose des solutions pour fonctionner en mode dégradé ;
- Assure une veille active de l'ensemble des réglementations ayant un impact sur les conditions d'exploitation du service et en informe l'Autorité Concédante ;
- Assure une assistance et un conseil à l'Autorité Concédante concernant l'expertise technique et la veille technologique relatives à l'exploitation du service.

Pour l'exécution du Contrat, le Concessionnaire respecte l'ensemble des normes, réglementations (communautaires, nationales ou locales), règles techniques et règles de l'art applicables. Plus particulièrement, le Concessionnaire respecte les prescriptions et conditions techniques imposées par les arrêtés d'autorisation d'exploiter.

Le Concessionnaire assume toutes les conséquences nées d'un manquement de sa part aux normes, réglementations (communautaire, nationales ou locales), règles techniques et règles de l'art applicables.

Le Concessionnaire souscrit pour son compte l'ensemble des abonnements en énergies et fluides nécessaires à l'exploitation du service (à l'exception de la fourniture de l'électricité nécessaire au fonctionnement et à l'éclairage des Postes de Livraison et au fonctionnement des Équipements dans les Postes de Livraison - à la charge de l'Abonné) et acquitte régulièrement les primes, cotisations et taxes de façon à permettre un fonctionnement continu du service qui lui est confié.

Dès la Date de Début d'Exploitation, le Concessionnaire doit pouvoir être contacté à tout moment (une personne responsable habilitée à prendre toute décision en cas d'incidents d'exploitation ou de Perturbations) et envoyer immédiatement sur place une équipe d'intervention dans les délais fixés par le Contrat. Le Concessionnaire doit pouvoir être joint en permanence (24 heures sur 24, 365 jours par an) par un numéro de téléphone unique, quelque soient les circonstances ayant motivé l'appel.

ARTICLE 28. OBLIGATIONS DU SERVICE, ET CARACTERISTIQUES DES FLUIDES

Le Concessionnaire est tenu de fournir, aux conditions du Contrat, les Fluides suivants aux Abonnés :

- Fluides énergétiques :
 - EC90 (eau chaude) ;
 - EM45 (eau moyenne température) ;
 - EF16 (eau froide) ;
 - EG5 (eau glacée) ;
- Eaux :
 - EA (eau adoucie) ;
 - EDI (eau désionisée) ;
 - EUP (eau ultra pure) ;
- Air comprimé :
 - ACS7 (air comprimé sec 7bar) ;
 - ACS9 (air comprimé sec 9bar) ;
- Azote gazeux :
 - N2S (qualité service) ;
 - N2P (qualité process) ;
- Azote Liquide :
 - N2L ;
- Gaz vecteurs :
 - O2 process (oxygène qualité N55 – pureté $\geq 99,9995\%$) ;
 - O2 industriel (oxygène qualité N25- $\geq 99,5\%$) ;
 - Ar ;
 - He ;
 - H2 6.0 (Pureté $\geq 99,9999\%$) ;
 - H2 6.6 (Pureté $\geq 99,99996\%$) ;
 - CO2 6.0 (Pureté $\geq 99,9999\%$) ;
- Effluents :
 - Effluents Acido-Basique ;
 - Effluents Fluorés ;
 - Effluents solvantés ;
 - Effluents decofloc ;

Pour ce faire, il met en œuvre les moyens d'action et de surveillance nécessaires. Le Concessionnaire est le seul responsable du dimensionnement des Ouvrages, Installations et Équipements pour répondre à cette obligation.

Les Fluides sont fournis au niveau des Points de mise à disposition tels qu'indiqués en annexe 4. Les Fluides sont définis en qualité dans l'annexe 16.

Annexe 5 : Conditions techniques de livraison des Fluides en qualité

ARTICLE 29 CAPACITE DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION

Afin de satisfaire les besoins des Abonnés, les Installations de production doivent respecter une capacité minimale de production et une capacité minimale de distribution.

Les capacités minimales de production et de distribution doivent être supérieures à la somme des Capacités Souscrites foisonnées additionnées des éventuelles pertes de distribution.

La somme des Capacités Souscrites foisonnées correspond à la somme des Capacités Souscrites multipliée par un coefficient de foisonnement.

Le coefficient de foisonnement est égal à 1 et est au maximum de 1 sauf dans les cas suivants :

- Sur l'EG5, le coefficient est de 83% pour les PDL suivants : 50B, 50C, 51C, 51D, 52C Echangeur, 52C CTA, 52B, 51A, 51A SB, Phelma 1, Phelma 2. Cette valeur pourra être révisée à la production d'une analyse des besoins en pointe par le Concessionnaire ;
- Décision du CEA en tant qu'Autorité Concédante.

Cette capacité minimale de production est définie, par Fluide, comme la capacité nette de production dans le cas de la défaillance de l'Équipement le plus important.

Ainsi le Concessionnaire tiendra à jour pour chaque Fluide les informations suivantes :

- Capacité de production brute de l'ensemble des Installations, définie comme la capacité de production de l'ensemble des Équipements fonctionnant simultanément ;
- Besoin en autoconsommation, défini comme le besoin maximum nécessaire pour le fonctionnement des autres Installations de production ;
- Capacité nette de production, définie comme la différence entre la capacité de production brute et le besoin en autoconsommation ;
- Capacité de production de l'Équipement le plus important, définie comme la capacité perdue en cas de défaillance d'un seul Équipement ;
- Capacité minimale de production, définie comme la différence entre la capacité nette de production et la capacité de l'Équipement le plus important ;

En complément, pour l'EG5 et l'EF16, du démarrage du Contrat jusqu'à la Date de Réception contractuelle des Travaux Neufs Initiaux relatif à l'EG5 et à l'EF16, il est accepté que la capacité minimale de production soit déterminée selon la plus contraignante des deux conditions suivantes :

- Pour une température de bulbe humide de l'air de 23°C et avec la prise en compte de la capacité perdue en cas de défaillance de l'Équipement le plus important ;
- Pour une température de bulbe humide de l'air de 26°C et sans la prise en compte de la capacité perdue en cas de défaillance de l'Équipement le plus important.

Au-delà de la Date de Réception contractuelle, en cas de défaillance de l'Équipement le plus important, la capacité minimale de production est déterminée pour une température de bulbe humide de l'air de 26°C avec la prise en compte de la capacité perdue.

ARTICLE 30 CONTINUITE DU SERVICE

30.1 Principes généraux

Le Concessionnaire assure la continuité du service dont la gestion lui est confiée dès la Date de Début d'Exploitation. À ce titre, il assure la continuité de la fourniture des Fluides.

Les Perturbations, qu'elles soient programmées ou non programmées, incluent :

- Les interruptions de fourniture de Fluides ;
- Les insuffisances de fourniture de Fluide ;
- Les insuffisances de qualité de Fluide.

Au sens et pour l'application du Contrat, deux types de Perturbations sont distingués :

- Les Perturbations Programmées ;
- Les Perturbations Non Programmées.

30.2 Interruptions de Fourniture de Fluides

Il est considéré comme interruption de fourniture l'absence constatée de la fourniture de Fluide à un Poste de livraison.

Toute insuffisance ne permettant pas de satisfaire 100 % de la demande instantanée de l'Abonné est assimilée à une interruption et traitée comme telle.

30.3 Insuffisances de qualité de Fluides

L'insuffisance de qualité est définie par une fourniture à une qualité inférieure à celle exigée en annexe 16.

Toute insuffisance de qualité est assimilée à une interruption de fourniture et traitée comme telle.

30.4 Évaluation de la qualité de fourniture

Le nombre et la durée de ces Perturbations (programmées ou non) sont appréciés annuellement par le calcul des indicateurs suivants pour chaque Fluide et chaque Abonné :

- Un Taux d'Interruption Pondéré T reflétant le nombre et la durée des Interruptions de fourniture de Fluide et des insuffisances de qualité ;
- Chacun de ces taux T est défini comme suit :

$$T = \frac{\sum_{i=1}^n H_i \times C_i}{H_{tot} \times C_{tot}}$$

Où :

- n désigne le nombre d'interruptions de fourniture ou d'insuffisance de qualité dans l'année ;
- i désigne chaque interruption de fourniture de Fluide ou insuffisance de qualité de Fluide ;
- H_i désigne la durée en heures de l'interruption de fourniture de Fluide ou de l'insuffisance de qualité de Fluide ;
- C_i désigne la Capacité Souscrite de l'Abonné concerné par l'interruption de fourniture de Fluide ou l'insuffisance de qualité de Fluide ;
- H_{tot} désigne la durée totale de la période de fonctionnement prise, par convention et qu'il s'agisse d'interruption de fourniture de Fluide ou d'insuffisance de fourniture de Fluide, à 8760 heures ;
- C_{tot} désigne la Capacité Souscrite Totale des Abonnés au 31 décembre de l'année ;
- Le Concessionnaire indique, chaque année, dans le rapport visé à l'ARTICLE 59 la valeur des Taux d'Interruption Pondéré T pour chaque Fluide et chaque Abonné.

30.5 Perturbations Programmées

Les Perturbations Programmées sont définies :

- Dans le programme des Travaux Programmés relatif aux Travaux Neufs Initiaux ;
- Dans le programme des arrêts techniques établi dans les conditions prévues à l'ARTICLE 31 ;
- Dans le descriptif des Perturbations Programmées relatives aux Travaux Neufs de Développement et de Renforcement, qui est communiqué par le Concessionnaire avant le démarrage desdits travaux ;
- Dans le programme des Travaux Non Programmés ayant reçu l'accord de l'Autorité Concédante (sauf travaux rendus nécessaires à la suite d'un fait du Concessionnaire).

Elles interviennent à une date certaine et connue à l'avance, fixée de manière définitive au plus tard trente (30) jours avant le début de la Perturbation Programmée.

En cas de non-respect des dates ou de la durée prévisionnelle de chaque Perturbation Programmée, les dispositions de l'article 68.3 s'appliquent.

Sauf accord contraire écrit, les conditions maximales des Perturbations Programmées dans le cadre des arrêts techniques sont définies au tableau suivant :

Natures	Fluides	Conditions maximales annuelles
Fluides énergétiques	EC90	24h par an
	EM45	24h par an
	EF16	24h par an
	EG5	24h par an
Eaux	EA	24h par an
	EDI	24h par an
	EUP	0h par an
Air comprimé	ACS7	24h par an
	ACS9	0h par an
Azote	N2S	24h par an
	N2P	24h par an
Azote liquide	N2L	24h par an
Gaz vecteur	O2 5.0	17h par an
	O2 industriel	17h par an
	Ar	17h par an
	He	17h par an
	H2 6.0	17h par an
	H2 6.6	17h par an
	CO2 6.0	17h par an
Effluents	Effluents A-B	24h par an
	Effluents Fluorés	24h par an
	Effluents solvantés	24h par an
	Effluents décofloc	24h par an

Par dérogation aux principes précédents, les Perturbations Programmées ne sont pas autorisées pour la fourniture du bâtiment 41.03, sous réserve de réalisation par l'Autorité Concédante des travaux relatifs au bâtiment 41.03 prévus à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**.

Les conditions des autres Perturbations Programmées, liées aux Travaux cités en début d'article, sont décrites dans les programmes des Travaux concernés.

30.6 Perturbations Non Programmées

Les Perturbations Non Programmées ne sont pas autorisées par principe.

Toute Perturbation Non Programmée est signifiée par le Concessionnaire à l'Autorité Concédante dans les 10 minutes de la survenance de la Perturbation.

Sauf à résulter d'une cause exonératoire de responsabilité ou d'un cas de non application des pénalités tel qu'indiqué à l'article 68.3, les Perturbations Non Programmées sont sanctionnées par l'application des pénalités dues à l'Abonné prévues à l'Article 68.3.1., au-delà d'une franchise de 2 heures et d'une interruption par an et par Fluide, à l'exclusion du bâtiment 41.03.

Dans tous les cas, le Concessionnaire mettra en place un plan de continuité de service dont les modalités sont décrites en annexe 17.

Annexe 6 : Plan de continuité de service

ARTICLE 32 ENTRETIEN-MAINTENANCE DES OUVRAGES, INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS

32.1 Principes généraux

Pendant toute la durée du Contrat, le Concessionnaire assure les prestations d'Entretien-Maintenance des Ouvrages, Installations et Équipements correspondant aux niveaux 1 à 3 de la norme française NF X 60-010, en respectant des principes de maintenance préventive et prédictive afin de les maintenir, pendant toute la durée du Contrat, en parfait état de fonctionnement et d'exploitation effectifs.

Ces prestations sont effectuées en conformité avec les réglementations en vigueur et règles d'hygiène en vigueur au moment de leur réalisation, avec les appareils et produits conformes aux dispositions techniques et réglementaires recommandées par les constructeurs.

L'ensemble des prestations d'Entretien-Maintenance est à la charge du Concessionnaire, qui les effectue ou les fait effectuer aussi souvent que nécessaire.

32.2 Contenu des Prestations d'Entretien-Maintenance

Les prestations d'Entretien-Maintenance comprennent les prestations de conduite, d'entretien courant, de dépannage des Ouvrages, Installations et des Équipements et notamment :

- L'entretien et la maintenance (conduite, surveillance et réglage compris) de l'ensemble des Ouvrages, Installations et Équipements correspondant aux interventions de niveaux 1 à 3 de la norme NF X 60-010, lorsqu'il s'agit d'une opération effectuée une (1) fois par an ou plus, ou si le montant de l'ensemble achat, transport, livraison, manutention et main d'œuvre relatif à l'opération est inférieur à 750 €HT (valeur révisable le 1^{er} janvier de chaque année comme le Terme R22) ;
- L'entretien et le renouvellement de l'outillage nécessaire, y compris les clés de manœuvre des vannes ;
- Toutes les opérations courantes d'entretien électrique telles que celles sur les fusibles, ampoules, fluorescents et leds d'éclairages, joints, lampes de signalisation, étiquetages, serrages, batteries d'éclairage de sécurité, thermographies d'équipements électriques, dépoussiérages et nettoyages intérieurs et extérieurs de coffrets, d'armoires et de luminaires, des équipements d'automatisme ou d'informatique ainsi que des volumes sous faux planchers, plénum, quels que soient les montants et la fréquence de toutes ces opérations, remplacements compris ;
- Toutes les opérations concernant les contrôles réguliers et les contrôles réglementaires en lien avec l'arrêté d'autorisation d'exploiter, y compris les contrôles sur tous les rejets liquides ou gazeux des Installations, aux équipements sous pression, aux installations électriques, aux installations de lavage et de manutention, aux équipements gaz, aux équipements incendie, aux véhicules et aux portes mécaniques ou automatiques ;
- L'entretien du second œuvre, intégrant les remplacements et nettoyages des vitreries, serrureries, fenêtres de toitures, les remplacements et nettoyages de revêtements souples et des dalles de faux plafond, les nettoyages des sols de toutes natures, intérieurs et extérieurs, les interventions sur chauffage, plomberie, étanchéité et alarmes ;
- La mise en peinture de l'intérieur des bâtiments, et le dépoussiérage des bâtiments y compris bureaux et ateliers;
- Les nettoyages des chaussées et de l'ensemble des terrains d'assiette des Installations ;
- L'entretien des clôtures, panneaux de signalisation, voiries et réseaux divers internes aux Installations ;
- Toutes les opérations relatives à l'eau potable, l'assainissement, y compris les travaux de curage au sein des Installations ;
- Les épreuves réglementaires et notamment décennales ;
- Les recherches de fuites ACS, fluides, gaz, effluents.

32.3 Plan d'Entretien-Maintenance

Le Concessionnaire établit un plan d'Entretien-Maintenance, sur une durée de trois (3) ans.

Ce plan est revu chaque année pour tenir compte des prestations de maintenance préventive et corrective réalisées. Pour l'année n, ce plan est soumis pour avis facultatif à l'Autorité Concédante au plus tard le 31 octobre de l'année n-1.

L'avis donné par l'Autorité Concédante n'exonère en rien le Concessionnaire de sa responsabilité.

IV PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE

ARTICLE 36 PRINCIPES GENERAUX

En tant qu'opérateur de l'Etat, l'Autorité Concédante participe au cap fixé par le gouvernement visant à réussir une transition écologique juste et efficace, comprenant en particulier la réduction des gaz à effet de serre, la préservation et la restauration de la biodiversité ainsi que l'adaptation au changement climatique.

A ce titre, il se doit de respecter une trajectoire visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'Etat de 22% en 2027 par rapport à 2022 et à atteindre le zéro émission nette d'ici 2050, à préserver et restaurer la biodiversité et réduire sa consommation de ressources.

Cette planification écologique pourra lors du Contrat faire l'objet de nouvelles orientations, le Concessionnaire devra accompagner l'Autorité Concédante et être force de proposition afin de l'aider à atteindre les différents objectifs et cibles qui seront imposés par les différentes parties prenantes (Etat, DREAL, etc.) tout au long du Contrat.

L'Autorité Concédante est engagée à minima dans trois enjeux environnementaux en lien direct avec l'objet du Contrat : la préservation de l'eau, la sobriété et l'efficacité énergétique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

- La préservation de l'eau

Dans un contexte d'accélération du changement climatique et à la demande de la Dreal, l'Autorité Concédante a élaboré en 2023 un Plan de sobriété hydrique (PSH).

Au-delà de la poursuite de la fiabilisation des réseaux d'adduction d'eau potable et d'eau industrielle du site, l'ensemble des unités opérationnelles de recherche est impliqué dans la mise en œuvre d'actions visant à la réduction de leurs consommations et à une évolution de leurs usages (rénovations d'Installations, équipements permettant la réutilisation, etc.).

- La sobriété et l'efficacité énergétique

Le système de management de l'énergie du Centre CEA Grenoble est certifié ISO 50001 depuis le 23 août 2023. Sa politique énergie définit une trajectoire de maîtrise de ses consommations et de recherche d'une efficacité optimisée. Cette politique poursuit entre autres, le déploiement d'un plan de comptage pertinent, de travaux prioritaires pour améliorer la performance énergétique des bâtiments historiques et l'intégration de l'efficacité énergétique dans l'exploitation des infrastructures, la conception ou encore le choix des équipements de recherche. Plusieurs des bâtiments desservis par le concessionnaire sont identifiés comme usage énergétique significatif et font l'objet d'un suivi de la part des organismes certificateurs. Le Concessionnaire devra accompagner l'Autorité Concédante dans la démarche et lui communiquer les éléments nécessaires au suivi de ces Installations. Il est également à noter que plusieurs bâtiments de différents Abonnés sont inscrits dans le cadre du décret tertiaire au titre de l'article 175 de la loi Elan avec des objectifs de réduction de consommation de -40% d'ici 2030, -50% d'ici 2040 notamment

- La réduction des émissions de gaz à effet de serre

Le CEA mesure les émissions de gaz à effet de serre issues de ses activités et publie son Bilan annuel GES sur le site de l'ADEME. Il élabore actuellement son plan de décarbonation et de gestion durable des ressources en vue de l'établissement du schéma directeur développement durable et RSE fin 2024.

Pour ces trois enjeux, l'Autorité Concédante construit et met en œuvre un plan de transition dans une démarche d'amélioration continue à concilier avec les évolutions de ses activités de recherche.

Le Concessionnaire doit donc s'inscrire activement dans cette démarche tant par son mode d'exploitation des Installations existantes et de la conception de leurs évolutions, que par ses préconisations et son accompagnement.

36.1 Préservation de l'eau

L'Autorité Concédante met à disposition du Concessionnaire l'eau industrielle, dans un contexte hydrogéologique particulier puisque cette eau est prélevée dans la nappe d'accompagnement du DRAC qui circule sous la presqu'île pour rejoindre l'Isère. Après une utilisation à des fins de production d'eau (adoucie, désionisée, ultra pure) et de refroidissement (groupes froids, compresseurs) et après collecte et traitements des effluents, cette eau retourne en grande partie dans l'Isère en transitant par les réseaux eaux pluviales de l'Autorité Concédante.

Le Concessionnaire s'engage à ne pas utiliser l'eau potable pour les activités de production des Installations de production. L'utilisation de l'eau potable n'est possible qu'en secours.

La consommation de l'eau industrielle doit toutefois être maîtrisée, l'Autorité Concédante vise une réduction significative du prélèvement en eau industrielle avec un objectif minimum de 20%. Dans ce contexte, le Concessionnaire contribue à la mise en place de solutions, notamment de recyclage après usage.

Pour atteindre cet objectif de réduction des consommations en eau, les dispositions suivantes seront mises en place :

- Ajout d'une passe d'osmoseurs pour la production d'EDI ;
- Utilisation de groupes froids à refroidissement par air afin de limiter l'utilisation des TAR ;
- Récupération des eaux de rinçage des process et récupération de l'eau en sortie des analyseurs.

Dans cet objectif le Concessionnaire s'engage sur les taux d'efficacité contractuelle suivants :

- Efficacité de production de l'EDI (Ratio de consommation d'eau brute) ;
- Efficacité de production de l'EA (Ratio de consommation d'eau brute) ;
- Efficacité de production EG5 (Ratio de consommation d'EA par MWh) ;
- Taux de retour hydrique (Ratio entre les effluents traités et renvoyés sur le réseau CEA et la consommation d'EI).

L'engagement porte sur une valeur d'efficacité mensuelle dans le cadre du rapport mensuel. Les engagements contractuels sont proposés par période en cohérence avec le programme d'actions

[...]

36.2 Sobriété et efficacité énergétique

Le Concessionnaire doit mettre en place un système de management de l'énergie et obtenir la certification ISO 50001 dès la prise d'effet du Contrat.

Le Concessionnaire s'engage à mettre en œuvre des actions afin d'améliorer l'efficacité énergétique des Installations.

Pour cela, les dispositions suivantes sont mises en place :

- Pilotage de l'exploitation : maintenance rationnelle, optimisation de la conduite selon les niveaux de service attendus ;
- Régulation : adaptée au comportement des occupants, utilisation des Equipements sur leur plage de fonctionnement optimale ;
- Partage des enjeux avec les Abonnés : sensibilisation des usagers et valorisation des comportements vertueux des occupants.

Dans cet objectif le Concessionnaire s'engage sur les taux d'efficacité contractuelle suivants :

- Efficacité de production de l'EG5 (Ratio entre la production brute d'EG5 et la consommation d'électricité) ;
- Efficacité globale ACS (ratio entre la production d'air comprimé et la consommation d'électricité) ;
- Efficacité globale EA (ratio entre la production d'EA et la consommation d'électricité) ;
- Efficacité globale EDI (ratio entre la production d'EDI et la consommation d'électricité) ;
- Efficacité de production de l'azote gazeux (ratio entre azote gazeux et azote liquide).

L'engagement porte sur une valeur d'efficacité mensuelle dans le cadre du rapport mensuel. Les engagements contractuels sont proposés par période en cohérence avec le programme d'actions.

[...]

36.3 Réduction des émissions de gaz à effet de serre

Le Concessionnaire s'engage à mettre en œuvre des actions afin de réduire les émissions de GES. Le Concessionnaire doit réaliser annuellement le bilan des émissions de gaz à effet de serre liés à son activité sur les 3 scopes selon les dispositions décrites à l'article 37.2.

Le scope 1 concerne les émissions directes, produites lors de la combustion d'énergies fossiles, ainsi que les fuites de fluides frigorigènes. Dans le cadre du présent Contrat, sont concernés :

- Les véhicules thermiques dédiés au Contrat ;
- Les fuites de fluides frigorigènes (en particulier les groupes existants au R134a).

Pour atteindre la neutralité carbone en 2030 sur le scope 1, tel qu'indiqué dans l'annexe 23, le Concessionnaire met en place les actions suivantes :

- Les véhicules dédiés au Site seront de type électrique ;
- Les groupes froids chargés au R134a (PRP de 1430) sont les GF1 à GF5 (autres groupes froids chargés au R1234ze, PRP de 6), le GF 1 sera remplacé en 2030 par un groupe ALPINOV'X, sous réserve de validation technique (fluide eau, PRP nul) ;
- Les nouveaux groupes froids installés seront chargés au R1234ze ;
- Tous les groupes froids seront équipés de systèmes de détection de fuites fixes (directive F Gas III) ;
- Un mécanisme de compensation carbone sera mis en place en 2030 si les émissions ne sont pas nulles à cette date : Projets de forestiers, Crédits carbones (partenariat ClimateSeed).

Le Concessionnaire analyse et produit le bilan GES au moyen de l'outil "OSCAR" et présente les résultats à l'Autorité Concédante chaque année. Ce bilan présentera les 3 scopes. Pour le scope 3, le Concessionnaire intégrera l'approvisionnement en gaz vecteurs.

Le Concessionnaire doit mettre à jour et adapter son plan d'actions en fonction des sources d'émissions les plus significatives et viser à réduire l'empreinte carbone de son activité.

36.4 Bilan annuel environnemental

Le Concessionnaire effectue et transmet dans le cadre du rapport annuel un bilan environnemental.

Le bilan environnemental comprendra à minima :

- Le bilan des fluides défini à l'article 37.1 ;
- Les indicateurs environnementaux défini à l'article 37.2 ;
- Les indicateurs de performances défini à l'article 37.3 ;
- L'état d'avancement du plan d'actions ;
- La mise à jour du plan d'actions ;
- Les propositions d'amélioration.

36.5 Actions du Concessionnaire afin de réduire son empreinte environnementale

Le Concessionnaire met en place les actions de management environnemental suivantes :

- Un plan de mesures et de vérifications
- Un suivi énergétique dans la GMAO
- Un outil de maintenance prédictive (agathe)
- Un outil de suivi des paramètres d'exploitation (kizeo)
- Une plateforme énergétique (pluto)
- Des actions de sensibilisation des Abonnés

L'ensemble de ces actions est décrit en annexe 23.

Annexe 7 : Stratégie énergétique et environnementale

Le Concessionnaire met en place les actions d'efficacité énergétique suivantes :

- Approvisionnement en électricité 100% garantie d'origine ;
- Utilisation d'hydrofluoroléfine pour les nouveaux groupes froid ;
- Etude de solutions technique (récupération de chaleur fatale, utilisation du R718, recyclage de eaux, etc.).

L'ensemble de ces actions est décrit en annexe 23.

ARTICLE 37 DEFINITION DES INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX

37.1 Bilan des fluides

Le Concessionnaire effectuera annuellement un bilan des fluides.

Le bilan des fluides sera établi sur la base de l'annexe 24A et comportera :

- Le bilan des fluides réalisé pour l'année passée ;
- Le bilan prévisionnel actualisé des fluides en fonction des quantités réelles vendues et en conservant identiques les hypothèses de rendements et d'efficacité.

Annexe 8A : Bilan énergétique et environnemental

37.2 Indicateurs environnementaux

Sur la base de ce bilan des fluides, les indicateurs globaux suivants seront calculés :

- Émissions de gaz à effet de serre sur les scopes 1, 2 et 3¹ ;
- Consommations d'eau ;
- Consommation des autres fluides.

La consommation d'eau sera décomposée de la manière suivante :

- Consommation d'eau industrielle ;
- Consommation d'eau potable ;
- Quantité d'effluents traités rejetés sur les réseaux EP site et vers le réseau d'assainissement public.

37.3 Indicateurs de performances

Le Concessionnaire effectuera un suivi de performance au travers d'indicateurs de performance.

A minima, les indicateurs de performance suivis par le concessionnaire seront :

- Efficacité de production de l'EG5
 - Ratio de consommation d'électricité pour la production (groupe frigorifique, tour, pompes, etc.) - global et par machine ;
 - Ratio de consommation d'eau pour la production - global et par machine ;
- Efficacité de production de l'EF16
 - Ratio de consommation d'électricité pour la production (groupe frigorifique, tour, pompes, etc.) – global et par machine ;
 - Ratio de consommation d'eau pour la production – global et par machine ;
- Efficacité de production de EM45
 - Ratio de consommation d'électricité pour la production (PAC, pompes, etc.) – global et par machine;
- Taux de valorisation du froid et chaud fatal
 - Rapport entre froid valorisé et froid produit - global et par machine ;
 - Rapport entre chaud valorisé et chaud produit – global et par machine ;
- Efficacité de production de l'ACS
 - Ratio de consommation d'électricité pour la production (compresseurs) – global, par pression, par site et par machine ;
- Efficacité de production de l'EDI
 - Ratio de consommation d'eau brute ;

¹ <https://abc-transitionbascarbhone.fr/wp-content/uploads/2022/03/guide-pratique-scope-31.pdf>

- Efficacité de production de l'EA
 - Ratio de consommation d'eau brute ;
- Efficacité de production de l'hydrogène
 - Ratio de consommation d'eau, électricité et froid ;
- Efficacité de la distribution de EC90
 - Ratio entre quantités livrées et quantité en départ de réseau ;
- Efficacité de la distribution de EM45
 - Ratio entre quantités livrées et quantité en départ de réseau ;
- Efficacité de la distribution de EF16
 - Ratio entre quantités livrées et quantité en départ de réseau ;
- Efficacité de la distribution de EG5
 - Ratio entre quantités livrées et quantité en départ de réseau ;
- Efficacité de la distribution de ACS
 - Ratio entre quantités livrées et quantité en départ de réseau ;
- Efficacité de la distribution de N2
 - Ratio entre quantités livrées et quantité en départ de réseau ;
- Efficacité de la distribution de EA
 - Ratio entre quantités livrées et quantité en départ de réseau ;
- Efficacité de la distribution de EDI
 - Ratio entre quantités livrées et quantité en départ de réseau ;
- Taux de retour hydrique
 - Ratio entre les effluents traités et renvoyés sur le réseau CEA et la consommation d'EI.

Le Concessionnaire aura en charge d'établir et mettre à jour un plan de comptage permettant d'établir les indicateurs précédemment listés.

Les modalités de calcul des indicateurs de performance sont définies en annexe 24B.

Annexe 24B : Modalités de calcul des indicateurs de performance

ARTICLE 39 REGLEMENT DE SERVICE

39.1 Principe

Le Règlement de Service régit la situation des Abonnés du service. Le Règlement de Service est remis à chaque nouvel Abonné et constitue une annexe à la Police d'Abonnement.

Le Règlement de Service et ses modifications sont approuvés par l'Autorité Concédante. Il est applicable de plein droit aux Abonnés et aux Candidats au Raccordement.

Annexe 35 : Règlement de service

39.2 Spécificité et unicité des polices d'Abonnement

Chaque Abonné doit disposer en propre d'une Police d'Abonnement unique, pour laquelle sont émises des factures spécifiques. Une Police d'Abonnement et une facture ne peuvent concerner qu'un seul Abonné.

Il est admis qu'un Abonné disposant de plusieurs Postes de livraison ne dispose que d'une police d'abonnement.

Chaque Abonné est alimenté par un Poste de Livraison qui lui est propre pour chaque Fluide, situé dans un local appartenant à l'Abonné ou dont il a l'usufruit. Un Poste de livraison ne peut pas alimenter plusieurs Abonnés distincts.

Toutes les obligations relatives à l'entretien et la fourniture d'électricité et d'eau de la Sous-Station relèvent de l'Abonné ou usufruitier de la Sous-Station.

La facturation de chaque Abonné est établie directement à partir des valeurs relevées du ou des Postes de livraison de l'Abonné.

ARTICLE 40 POLICE D'ABONNEMENT

Toute fourniture de Fluide, pour quelque usage que ce soit, est subordonnée à la conclusion d'un contrat écrit entre le Concessionnaire et l'Abonné, appelé Police d'Abonnement.

La police mentionnera obligatoirement les informations suivantes :

- Localisation du Poste de livraison ;
- Dénomination du compteur selon inventaire ;
- Type de Fluide ;
- Capacité Souscrite et Capacité Moyenne Souscrite ;
- Schéma de principe avec indication de la limite de prestation.

Les Polices d'Abonnement pour la fourniture de Fluides sont conformes au modèle validé dans le cadre de la procédure de passation du présent Contrat. Ils sont souscrits avec les propriétaires et usufruitiers du bâtiment et/ou, le cas échéant, avec le locataire, sous réserve que la demande de ces derniers soit contresignée par le propriétaire ou l'usufruitier qui s'en porte garant.

Annexe 36 : Modèle de police d'abonnement

[...]

VII CONDITION FINANCIERES

ARTICLE 50 - ÉCONOMIE GENERALE DU CONTRAT

50.1 Principes généraux

En contrepartie des obligations qui lui incombent au titre du Contrat, le Concessionnaire est autorisé à percevoir auprès des Abonnés les Termes suivants :

- **Terme R1** : terme variable de la rémunération du Concessionnaire, calculée en fonction des quantités de Fluides effectivement consommées ou d'Effluents effectivement rejetés par les Abonnés, liée à la couverture des coûts liés à l'énergie et aux approvisionnements directement nécessaires à la production de Fluides ;
- **Terme R2** : terme fixe type de la rémunération du Concessionnaire (type abonnement), calculée en fonction de la Capacité Souscrite pour chaque Fluide ou Effluent, liée à la couverture des coûts fixes type entretien maintenance, frais de structure, frais de personnel, GER, et financement des investissements.

Le Concessionnaire supporte le risque d'évolution des charges et produits du service. Le Tarif contractuel est réputé lui permettre de faire face à l'ensemble des obligations mises à sa charge au titre du Contrat.

Le Concessionnaire a la responsabilité du recouvrement des impayés. Il peut engager toute démarche visant au règlement des impayés.

50.2 Evolutions des souscriptions à la mise en service de Travaux de renforcement

A chaque Date de Mise en Service d'une tranche des Travaux Neufs de Développement et de Renforcement, la Capacité Souscrite et/ou Capacité Moyenne Souscrite d'un ou plusieurs Abonnés pour un ou plusieurs Fluides est réputée augmenter.

Cette augmentation induit des conséquences directes dans les charges supportées par le Concessionnaire, à la hausse ou à la baisse et impose la mise à jour des conditions tarifaires du service dans les conditions décrites ci-après.

Un raisonnement analogue peut être appliqué pour les Travaux Non Programmés le cas échéant.

ARTICLE 51 PRINCIPES FINANCIERS ET TARIFAIRES APPLICABLES DES L'ENTREE EN VIGUEUR DU CONTRAT

51.1 Terme proportionnel de tarification : R1

Le Terme R1 permet de couvrir les charges supportées par le Concessionnaire et variables en fonction de la quantité effectivement consommée de chaque Fluide.

51.1.1 Calcul du terme R1

Le Terme R1 total facturé par le Concessionnaire à chaque Abonné est constitué de la somme de l'ensemble des produits R1 par Fluide effectivement consommé ou traité.

Le Terme R1 est calculé, pour chaque Fluide, selon la formule suivante :

$$Q_f \times R1_f$$

Avec :

- $R1_f$: représente le Tarif de chaque Fluide « f » telle que figurant en annexe 27 ;
- Q_f : quantité réellement consommée ou traitée de Fluide « f » sur la période considérée.

[...]

51.4 Terme fixe de tarification : R2

Le Terme R2 total facturé par le Concessionnaire à chaque Abonné est constitué de la somme (i) des différents Termes composant le Terme R2 détaillés ci-après et (ii) de l'ensemble des produits R2 concernés par Fluide effectivement consommé ou traité.

Le Terme R2 est calculé, pour chaque Fluide, selon la formule suivante :

$$CS_f \times R2_f$$

Avec :

- $R2_f$: représente le Tarif de chaque Fluide « f » figurant en annexe 27 ;
- CS_f : Capacité Souscrite de Fluide « f »

Le Terme R2 se compose des Termes suivants :

- **R21** : Terme permettant de couvrir :
 - Pour le Terme **R21-1** : les frais de structure, c'est-à-dire les frais liés au personnel, aux fournitures, aux fluides de gaz et électricité pour le fonctionnement de la structure, aux taxes hors impôt sur les sociétés (IS) ;
 - Pour le Terme **R21-2** : la redevance d'occupation, les charges relatives au fonctionnement dues à l'Autorité Concédante dans les conditions des articles 56.1 et 56.2 ;
- **R22** : terme permettant de couvrir le coût des prestations d'entretien-maintenance ;
- **R23** : terme permettant de couvrir le coût des prestations de GER ;
- **R24** : terme permettant de couvrir le coût des investissements, frais de financement compris, réalisés par le Concessionnaire pour la réalisation des Ouvrages nécessaires pour assurer la livraison ou le traitement de Fluides, et notamment, à l'entrée en vigueur du Contrat, le R24_{pe}.

51.5 Tarifs R2

51.5.1 Mécanisme des Tarifs R2

Les Tarifs R2_f figurent en annexe 27 et sont définis en fonction de tranches tarifaires applicable au niveau de la Capacité Souscrite Totale des Abonnés.

Pour chaque Fluide, une unique Tranche Tarifaire est applicable à l'ensemble des Abonnés, en fonction de la Capacité Souscrite Totale pour ledit Fluide.

51.5.2 Tarifs R2 réduits

En cas de baisse de la Capacité Souscrite Totale des Abonnés entraînant le changement de Tranche Tarifaire applicable, le Tarif applicable est le Tarif « réduit » figurant dans l'annexe 27, le cas échéant, étant précisé que les Termes R21-2 et R24 ne font pas l'objet de réductions.

Le tarif réduit s'applique pour toutes les tranches inférieures à la tranche la plus élevée souscrite au cours du Contrat.

S'il est appliqué une fois au cours de la vie du Contrat, le Tarif « réduit » pour une Tranche Tarifaire donnée est acquis définitivement aux Abonnés.

[...]

51.5.4 Dispositions spécifiques aux Termes R24 et R21-2

Par exception à ce qui précède, les Termes R21-2 et R24 sont calculés selon la formule suivante :

$$CS_{f \text{ totale base}} \times \frac{CS_f}{CS_t} \times R_f$$

Avec :

- R_f : représente le Tarif applicable, respectivement R21-2 ou R24 figurant en annexe 27 ;
- CS_{f total base} : valeur de référence de la Capacité Souscrite totale du Fluide ou de l'Effluent « f », réputée être la valeur la plus basse de la Tranche Tarifaire applicable pour la Capacité Souscrite Totale des Abonnés ;
- CS_f : Capacité Souscrite du Fluide pour l'Abonné concerné ;
- CS_t : Capacité Souscrite Totale du Fluide, soit la somme des Capacités Souscrites du Fluide pour l'ensemble des Abonnés.

Les Tarifs R21-2 sont révisables dans les conditions décrites à l'annexe 31.

Annexe 9 : Révision et actualisation

Les Tarifs R24 ne sont pas révisables.

ARTICLE 52 DISPOSITIONS CONTRACTUELLES APPLICABLES DANS LE CAS DE REALISATION DE TRAVAUX NEUFS DE DEVELOPPEMENT ET DE RENFORCEMENT

[...]

52.2.3 Calcul du R24_{dev} relatif au Travaux Neufs de Développement et de Renforcement

A compter de la Mise à Disposition de chaque tranche de Travaux Neufs de Développement et de Renforcement, un nouveau Terme R24_{dev} facturé par le Concessionnaire est mis en place, en sus du Terme R24_{pe}. Pour un Fluide donné, les Termes R24_{pe} et R24_{dev} sont facturés en considération de la Capacité Souscrite Totale pour ledit Fluide.

Le montant du Terme R24_{dev} pour chaque Tranche Tarifaire est exprimé en € HT / Capacité Souscrite prévisionnelle / an. Il est calculé selon les principes suivants :

$$R24_{dev} = \frac{\text{Annuité dev}}{\text{Capacité souscrite totale}}$$

Avec :

- Capacité souscrite Totale : désigne la capacité souscrite totale prévisionnelle après réalisation des Travaux Neufs de Développement et de Renforcement pour le Fluide concerné
- Annuité dev : désigne le montant théorique annuel mis à la charge des Abonnés, calculé selon la formule suivante :

$$\text{Annuité dev} = \text{Montant à Financer Net révisé} \times \frac{t}{1 - (1 + t)^{-\text{durée}}}$$

Avec :

- Montant à Financer Net actualisé : Montant à Financer des Travaux Neufs de Développement et de Renforcement concernés, duquel sont soustraites les éventuelles subventions obtenues conformément aux articles 55.3.1 et 55.3.2, puis actualisé en application des dispositions de l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** ;
- « t » : taux de financement long-terme tel que défini à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** ;
- Durée : durée d'amortissement contractuellement définie pour les travaux concernés.

En cas de tranche de travaux affectant plusieurs Fluides, la ventilation des travaux considérés par Fluide est opérée sur une base analytique conjointement définie par les Parties.

A la Date de Prise d'Effet du Contrat, l'augmentation prévisionnelle de Capacité Souscrite permise par chaque tranche de Travaux Neufs de Développement et de Raccordement est précisée en annexe 32.

Le Terme R24_{dev} n'est pas révisable. Il est actualisable dans les conditions de l'annexe 31.

ARTICLE 54. INDEXATIONS DES TARIFS

54.1 Règles applicables à l'indexation

Le calcul des coefficients d'indexation est effectué sans arrondi intermédiaire et le résultat arrondi à la troisième décimale inférieure. Les Tarifs indexés sont arrondis au centime près.

Si la définition ou la contexture de l'un des paramètres entrant dans les formules d'indexation et d'actualisation vient à être modifiée ou si un indice cesse d'être publié, de nouveaux paramètres sont introduits par avenant, afin de maintenir conformément aux intentions des Parties, la concordance souhaitée entre la tarification et les conditions économiques. Les Abonnés sont informés par tout moyen des modifications introduites avant leur application.

Les révisions sont faites sur demande du Concessionnaire ou de l'Autorité Concédante, trimestriellement au 1er jour de chaque trimestre, sur la base des derniers indices définitifs connus.

[...]

ARTICLE 55. DISPOSITIONS APPLICABLES DANS L'ENSEMBLE DES CAS

55.1 Facturation

55.1.1 Facturation du Terme R1

La facturation du Terme R1 est établie pour chaque Abonné, par Fluide, et par Poste de livraison en fonction des quantités de Fluides réellement consommés ou traités.

Une facture trimestrielle d'acompte est transmise à chaque Abonné, à terme à échoir, sur la base des consommations prévisionnelles sur la période concernée. Les relevés de comptage seront dressés et communiqués pour chaque Abonné par le Concessionnaire le dernier jour de chaque trimestre de facturation. En sus des relevés, le Concessionnaire fournit sur les factures les calculs de tarification, et notamment les valeurs indicielles retenues.

L'ensemble des factures est également communiqué à l'Autorité Concédante, sans que cela ne signifie que l'Autorité Concédante assume une quelconque responsabilité dans leur vérification, communication, ou autre à ce titre.

55.1.2 Facturation des Termes R21, R22, R23 et R24

La facturation des Termes R21, R22, R23 et R24 est établie pour chaque Abonné, par Fluide, et par Poste de livraison en fonction des Capacités Souscrites.

Une facture trimestrielle est transmise à chaque Abonné, à terme à échoir, sur la base des Capacités Souscrites sur la période concernée. Le Concessionnaire précise sur chaque facture les Capacités Souscrites pour chaque Abonné.

L'ensemble des factures est également communiqué à l'Autorité Concédante, sans que cela ne signifie que l'Autorité Concédante assume une quelconque responsabilité dans leur vérification, communication, ou autre à ce titre.

55.1.3 Facture annuelle de décompte définitif

Le terme R1 est facturé à terme à échoir conformément à l'article 55.1.1, sur la base de quantités et de prix estimatifs pour les combustibles et fluides nécessaires à la production des Fluides fournis aux Abonnés. Ces combustibles et fluides sont définis en annexe 31 (« Indices globaux »).

Le Terme R1 donne donc lieu un ajustement annuel en fonction des quantités réelles de fluides ou effluents effectivement consommées ou traitées et des prix définitifs des combustibles et fluides de production.

Pour cela, le Concessionnaire transmet, dès que les données de calcul sont disponibles et au plus tard le 1^{er} juin de l'exercice N+1, une facture annuelle de décompte définitif.

Ce décompte définitif donne lieu à la transmission à chaque Abonné de ses consommations exactes, ainsi que de la communication des indices concernés, et du montant corrigé sur les factures trimestrielles du Terme R1 de l'exercice N.

Le décompte définitif donne lieu à la communication par le Concessionnaire du ratio « h » utilisé dans la formule d'indexation de l'hydrogène et correspondant à la part de l'hydrogène livré par trailers et par cadres sur l'hydrogène total.

Le Concessionnaire fournit les justificatifs nécessaires au calcul du ratio « h ».

55.1.4 Présentation des factures

Tout Abonné peut exiger du Concessionnaire d'adapter la présentation des factures et plus particulièrement de faire figurer des clés de répartition déterminées par l'Abonné et transmises au Concessionnaire, qui devra les faire figurer sur les factures.

55.2 Equilibre contractuel

55.2.1 Communication d'une synthèse des Capacités Souscrites

Le Concessionnaire transmet à l'Autorité Concédante un relevé trimestriel global qui indiquera le montant dû par chaque Abonné au titre des Termes R21, R22, R23 et R24 pour chaque Fluide. Le Concessionnaire transmet également une information de la vue d'ensemble des Capacités Souscrites pour l'ensemble du service regroupée par Fluide et par Abonné.

Cette information fait apparaître les indices utilisés pour l'indexation et le calcul des coefficients d'indexation.

55.2.2 Contrôle de l'équilibre de la tarification

Afin de veiller à la correcte correspondance entre les charges d'approvisionnement et de production effectivement supportées par le Concessionnaire et la tarification, ainsi que la pertinence des formules d'indexation des Tarifs applicables, le Concessionnaire fournit à l'Autorité Concédante dans son rapport annuel, la reddition de l'équilibre par Terme et par Fluide (R1, R21, R22, R23, R24).

Cette reddition doit comporter :

- Le détail des coûts exacts :
 - R1 : d'approvisionnement pour chaque Fluide, avec transmission des factures permettant de reconstituer les coûts d'approvisionnement supportés par le Concessionnaire pour la production ou le traitement des Fluides concernés ;
 - R21 : de frais de structure incluant les frais et charges liés au personnel, incluant éventuellement la facturation de la sous-traitance, les frais de comptabilité, de matériel de bureau, etc. ;
 - R22 : les frais d'entretien et de maintenance ;
 - R23 : le détail des opérations de GER menée ;
 - R24 : le détail des frais financiers et dotations aux amortissements.

Tout document additionnel permettant de réconcilier les charges du Concessionnaire avec ses coûts d'approvisionnement pourront être demandés par le CEA.

Le Concessionnaire le fournira dans le délai maximum de 1 mois. Tout défaut ou retard de transmission par le Concessionnaire peut donner lieu à l'application de pénalités par l'Autorité Concédante sans mise en demeure préalable, dans les conditions décrites à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable..**

55.2.3 Equilibre financier

Tous les ans, les Parties procèdent au contrôle de l'équilibre financier global du Contrat.

Dans le cas où le résultat net cumulé tel que constaté au terme des 3 années d'exploitation précédent la date du contrôle serait supérieur de 15% au résultat net escompté dans le compte d'exploitation prévisionnel, alors les Parties se rencontrent pour réviser à la baisse les Tarifs, et/ou revoir la formule d'indexation du (ou des) Tarif(s) concerné(s), en cohérence avec les charges effectivement constatées.

Pour le bon fonctionnement de cette disposition, il est précisé que les évolutions des frais intragroupe (en ce notamment compris les frais relatifs à l'assistance technique, les frais de siège ou toute charge intragroupe) devront être justifiées. Faute d'une justification satisfaisante, l'augmentation des charges intragroupe par rapport au pourcentage de ces charges de 3,5% ramené au chiffre d'affaires figurant en annexe 33 sera réintégrée au résultat net pour le contrôle de l'équilibre financier global.

Annexe 10 : Compte d'exploitation prévisionnel (CEP)

55.2.4 Prise en compte de l'arrivée d'un nouvel Abonné après la résiliation d'une police d'abonnement

Dans le cas de l'arrivée d'un nouvel Abonné à la suite de la résiliation totale ou partielle d'une police d'abonnement, le Concessionnaire procède à un recalcul du Tarif R24 à la baisse pour l'ensemble des Abonnés à concurrence du montant perçu par avance par le Concessionnaire en vertu de l'0 du Contrat, ainsi qu'à un recalcul selon la même méthodologie, des Termes R21-1, R22 et R23, qu'il soumet pour validation à l'Autorité Concédante.

55.3 Subventions obtenues par le Concessionnaire pour des travaux

55.3.1 Obtention de subventions

Toute subvention obtenue par le Concessionnaire pour le financement de Travaux Neufs Initiaux, Travaux Neufs de Développement et de Renforcement, ou Travaux Non Programmés est prise en compte dans la détermination du Montant à Financer net.

En cas de perception d'une subvention postérieure au calcul du Terme R24, les Parties conviendront soit de reverser cette subvention à l'Autorité Concédante, soit de la réintégrer dans le calcul du Tarif R24.

55.3.2 Certificats d'économie d'énergie

Le Concessionnaire peut s'engager dans un dispositif des certificats d'économie d'énergie (CEE).

Le Concessionnaire est responsable :

- De la qualité des Travaux et prestations qu'il met en œuvre, lesquels répondent aux performances techniques et aux conditions de délivrance indiquées dans les fiches d'opérations standardisées définies par arrêtés ;
- Des démarches en vue de l'obtention des CEE dans les délais prescrits ;
- Des niveaux et taux de rémunération des CEE, et il les communiquera à l'Autorité Concédante ;
- De l'ensemble des documents nécessaires à la valorisation des CEE issus des Travaux et prestations réalisées au titre du Contrat.

Les recettes obtenues sont perçues par le Concessionnaire et partagées à hauteur de 50 % avec les Abonnés.

55.4 Compte de GER

Le Concessionnaire constitue des provisions afin d'assurer le financement des Travaux de Gros Entretien et Renouvellement.

Le stock des provisions constitue le solde d'un compte (le "**Compte de GER**") analytique. Le solde du Compte de GER est calculé de la manière suivante :

$$F_n = (F_{n-1} + R_n - D_n) \times (1 + T)$$

Avec :

- $F_{n/n-1}$: solde du compte GER à l'issue de l'année n, respectivement n-1 ;
- R_n : montant facturé au titre du gros entretien et du renouvellement rattaché à l'année n (Terme R23), augmenté des remboursements de toutes assurances perçus au titre d'une opération qui auraient été antérieurement pris en compte dans le GER ;
- D_n : montant des dépenses de gros entretien et de renouvellement engagées pendant l'année n ;
- T : moyenne arithmétique des taux quotidien Euribor 1 mois de l'année n tel que publié par la Banque de France, étant entendu que si ce taux ou le solde du Compte GER sont négatifs, le taux T est réputé égal à 0.

De sorte que la comptabilisation des éventuels intérêts produits par le compte GER soit limitée à 10 000 € / an, le solde annuel du compte de GER sera plafonné à : $F_{n-1} + R_n - D_n + 10\,000$.

Pour le fonctionnement du compte GER, il est convenu que :

- Les dépenses correspondant à des travaux de GER résultant, directement ou indirectement, d'un fait du Concessionnaire, sont à la charge exclusive du Concessionnaire et ne sont pas prises en compte dans l'appréciation d'une éventuelle modification de l'économie générale du Contrat ;
- L'Autorité Concédante se réserve le droit de refuser la prise en compte d'une dépense non justifiée ou correspondant à un niveau de prix excessivement élevé par rapport à la prestation ;
- Le montant D_n est déterminé uniquement à partir des factures (achats et sous-traitance) facturées au Concessionnaire pour la réalisation de travaux spécifiques de GER. Ces factures ne peuvent être majorées d'un coefficient de gestion ou autre, ni correspondre au montant payé par le Concessionnaire au titre d'un sous-contrat de garantie global de GER. Les frais de main d'œuvre internes au Concessionnaire sont également exclus de ce montant D_n .

L'ensemble des opérations comptables afférentes au Compte GER est retracé dans les comptes du Concessionnaire. Chaque année, le Concessionnaire produit un décompte précis du compte GER dans les conditions décrites à l'0. Sur cette base, au terme normal ou anticipé, quelle qu'en soit l'origine, du Contrat :

- Le solde négatif du Compte GER reste à la charge du Concessionnaire ;
- Le solde positif est intégralement reversé à l'Autorité Concédante.

Sans préjudice de l'**Erreur ! Source du renvoi introuvable.** et de l'**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, le versement de l'éventuel solde positif à l'Autorité Concédante intervient selon les modalités précisées à l'**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**.

Le montant des dépenses estimatives de GER figure à l'annexe 15.

VIII CONTROLE DE L'ACTION DU CONCESSIONNAIRE

ARTICLE 59. RAPPORT MENSUEL

Le Concessionnaire produit un rapport mensuel dont le contenu sera établi à l'usage. L'Autorité Concédante pourra exiger des modifications dans la présentation et dans les données transmises.

Le rapport mensuel comprendra les thématiques suivantes :

- Volumes de ventes :
 - Global par Fluide ;
 - Global par Abonné et par Fluide ;
 - Par PDL et par Fluide ;
 - Dont évolution sur 12 mois glissant ;
 - Index compteurs ;
- Recettes : évolution sur 12 mois glissant des recettes ;
- Factures d'approvisionnement des gaz vecteurs et synthèse des coûts d'approvisionnement sur 12 mois glissant ;
- Comparaison entre prix d'achat et prix d'achat initiaux révisés par gaz vecteur ;
- Consommations d'énergie et de Fluide ;
- Performance énergétique et environnementale :
 - Indicateurs de performance énergétique tel que défini aux articles 36.1, 36.2, 36.3 et 37.3 et ensemble des données permettant le calcul de ces indicateurs ;
 - Valeurs mensuelles ;
 - Valeurs sur 12 mois glissant ;
 - Rappel des valeurs objectifs ;
- Perturbation :
 - Indicateurs de qualité tel que défini à l'article 30.4 ;
 - Valeurs mensuelles ;
 - Valeurs sur 12 mois glissant ;
 - Rappel des valeurs objectifs ;
 - Indication des faits marquants du mois avec rapport ;
 - Rapport incidents et analyses associées ;
- Une analyse qualitative comprenant des explications sur les évolutions ;
- Suivi du Contrôle qualité des Fluides livrés ;
- Rapport de sécurité ;
- Rapport des interventions en astreinte ;
- Contrôles réglementaires ;
- Indicateurs de réalisation de maintenance préventive et plan d'action en cas de retard ;
- Indicateur de disponibilité par Fluides.

La forme et le contenu de ce rapport devront être mis au point pour le rapport de juin 2025.

Le rapport mensuel sera présenté à l'Autorité Concédante.

ARTICLE 60. RAPPORT ANNUEL

Le Concessionnaire produit un rapport annuel conforme à l'articles L3131-5 du code de la commande publique et aux articles R3131-2 et R3131-3 du code de la commande publique, et à l'article R3131-4 du code de la commande publique, bien que le service concédé ne soit pas un service public.

Le rapport annuel est remis :

- En version provisoire, au plus tard le 15 avril de l'année n+1 pour l'année n, étant précisé que le caractère provisoire signifie uniquement que les bilans, comptes de résultats et annexes joints à cette version du rapport annuel n'ont pas encore fait l'objet de la certification par le commissaire aux comptes de la société dédiée ;
- En version définitive, au plus tard le 1^{er} juin de l'année n+1 pour l'année n.

Le dernier jour de l'exercice est fixé au 31 décembre. Le rapport établi par le Concessionnaire respecte les principes comptables d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes (notamment comptables) retenues pour l'élaboration de chacune de ses parties, tout en permettant la comparaison entre l'année en cours et la précédente.

Ce rapport comporte notamment :

- Un compte-rendu financier ;
- Un compte-rendu technique

Le cas échéant, le Concessionnaire met en évidence, dans ce rapport, les cas où une ou plusieurs conditions de révision des conditions financières du Contrat visées à l'ARTICLE 17 sont remplies.

Le non-respect du présent article par le Concessionnaire ouvre droit à l'application de la pénalité prévue à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**

Le rapport provisoire et définitif sera présenté à l'Autorité Concédante.

ARTICLE 61. COMPTE RENDU FINANCIER

Le compte-rendu financier rappelle les conditions économiques générales de l'année d'exploitation.

Le Concessionnaire met en œuvre une politique de communication financière basée sur la transparence et dont les conditions formelles sont définies dans le cadre d'un protocole financier à établir avec l'Autorité Concédante, avant la production du premier compte rendu financier annuel.

Le Concessionnaire s'engage sur la permanence des méthodes comptables utilisées, sauf modification des normes comptables applicables, tant pour l'élaboration des comptes rendus financiers annuels, du compte d'exploitation prévisionnel et des comptes sociaux.

Le compte-rendu financier comportera les documents suivants :

- Les bilans, comptes de résultat et annexes, en forme CERFA, du Concessionnaire, pour l'exercice écoulé ;
- Un compte de résultat analytique retraçant la totalité des produits et charges du service ;
- Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes ;
- Ce compte analytique de l'exploitation met en rapport les différents Termes tarifaires et les charges qui sont associées à chacun d'eux ;
- Une analyse détaillée du compte de résultat :
 - En charges : les différents postes de dépenses tels qu'ils figurent sur le compte d'exploitation prévisionnel, avec commentaires sur les évolutions constatées par rapport à l'exercice précédent, et les écarts avec le compte d'exploitation prévisionnel le cas échéant ;
 - En recettes : les montants précis et détaillés de recettes de l'exercice (y compris les recettes relatives aux activités annexes éventuelles), avec commentaires sur les évolutions constatées par rapport à l'exercice précédent, et les écarts avec le compte d'exploitation prévisionnel le cas échéant ;
- Le(s) rapport(s) du commissaire aux comptes ;
- Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation, les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre sauf modification exceptionnelle et dûment motivée. Cette note présente notamment les modalités de calcul et de répartition des charges communes, frais de personnel (coûts directs, direction, administratif), frais généraux et frais de siège ;
- Le compte d'exploitation réel pour les exercices passés et le compte d'exploitation prévisionnel, reprenant strictement le cadre figurant en annexe n°33, intégrant les données constatées pour les exercices passés et actualisé à compter de l'exercice en cours et sur la durée restant à courir ;
- Un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service concédé, comportant notamment une description des biens et, le cas échéant, le programme d'investissement, y compris au regard des normes environnementales et de sécurité ;
- Un inventaire des biens désignés au Contrat comme biens de retour, de reprise et biens propres (distinguant les trois catégories) ;
- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du Contrat ;
- Le plan détaillé des amortissements de caducité et notamment le suivi des valeurs non amorties au terme normal du Contrat des Travaux Neufs de Développement et de Raccordement ;
- Un état des dépenses de renouvellement réalisées dans l'année comprenant en détail :
 - Un état du compte de gros entretien et renouvellement (dépenses et recettes) de l'exercice annuel écoulé et cumulé depuis la prise d'effet du Contrat faisant apparaître sur la période et depuis le début du Contrat : (i) les montants versés au titre du Terme R23 par les Abonnés (ii) le montant des dépenses effectivement réalisées par le Concessionnaire, (iii) le rappel du montant prévisionnel des dépenses de GER figurant au Contrat et (iv) le solde du compte de GER ;
 - La liste des travaux d'entretien et de renouvellement réalisés par le Concessionnaire, la comparaison de ces travaux avec le programme prévisionnel

- de gros entretien renouvellement, et la mise à jour du programme prévisionnel ;
- Un état actualisé des financements engagés incluant notamment un tableau d'amortissement faisant apparaître l'encours, les échéances en principal et les échéances en intérêt sur la durée restante des emprunts ainsi que le taux d'intérêt applicable;
- Un bilan du mécanisme de subventions, faisant état :
 - Des demandes de subventions déposés ;
 - Des subventions obtenues ;
 - Des risques ou opportunités sur l'obtention de futures recettes compte tenu de l'évolution des règles en vigueur ;
- Un bilan du mécanisme de CEE :
 - Du volume de CEE demandé (en MWh cumac) ;
 - Du volume de CEE obtenu et du prix unitaire moyen de valorisation des CEE ;
 - Des risques ou opportunités sur l'obtention de futures recettes compte tenu de l'évolution des règles en vigueur ;
- Les recettes d'exploitation autres que résultant des abonnements ;
- Les attestations d'assurance actualisées ;
- Un état des sinistres ou contentieux (y compris fiscaux et sociaux) survenus dans le courant de l'exercice et leurs conséquences financières (même potentielles) ;
- Un état des impayés et des non valeurs de l'exercice clos ;
- Une note de présentation des contrats et commandes conclus ou poursuivis au cours de l'exercice, d'un montant supérieur à 100 000 €HT (cent mille euros) en indiquant notamment le nom de la société contractante, l'objet du contrat, sa durée et son montant ;
- Les perspectives pour l'année N+1 avec un détail des recettes prévisionnelles prenant en compte les évolutions de Capacités Souscrites programmés, les volumes afférents et les évolutions de Tarifs.

ARTICLE 62. COMPTE RENDU TECHNIQUE

Le compte rendu technique comprend au moins les indications suivantes :

- Un état du suivi du programme de chaque catégorie de Travaux (Neufs Initiaux, Neufs de Développement et de Renforcement, Non Programmés, etc.) ainsi qu'une présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation du Contrat ;
- Le détail mois par mois et la synthèse annuelle de l'ensemble des éléments dus au titre des rapports mensuels visés à l'0 ;
- La mise à jour de l'inventaire des biens, y compris mises à jour des plans et schémas des Postes de livraison ;
- La mise à jour des plans des réseaux de distribution au format .pdf et format SIG de l'Autorité Concédante ;
- La mise à jour des plans et des schémas des Installations de production ;
- La mise à jour du fichier des Abonnés ;
- La copie des rapports des différents contrôles réglementaires ;
- La copie des certificats d'étalonnages des compteurs de facturations et de l'ensemble des éléments de vérification des compteurs et instruments ;
- Le recensement des dispositions techniques adoptées concernant la réduction des impacts environnementaux ;
- Le détail des fournitures des énergies et des fluides par mois, avec les quantités par nature de produits livrés ;
- La valeur des Taux d'Interruption Pondérée effectivement constatés par Fluide ;
- L'évolution générale de l'état des matériels et Equipements exploités ;
- L'évolution de l'activité ;
- Le détail – l'état annuel des missions confiées à des Prestataires ;
- Le bilan des contrats avec des tiers d'un montant supérieur à 100 000 € ;
- L'état des lieux des logiciels employés, et de leurs statuts (logiciel de type SaaS ou logiciel objet d'une licence) ;
- Le bilan des réclamations des Abonnés, tracées par écrit par le Concessionnaire dans le logiciel de suivi des Abonnés et les actions correctives engagées ;
- La remise de l'analyse des modes de défaillance, de leurs effets et de leur criticité, étant précisé que ces informations ont un caractère strictement confidentiel et qu'elles ne peuvent être communiquées à des tiers à l'Autorité Concédante qu'avec l'accord préalable et écrit du Concessionnaire, et qu'elles ne doivent en aucun cas être communiquées à des concurrents, notamment pas dans le cadre d'une consultation publique ;
- La synthèse des actions menées au titre de l'information des Abonnés, dans les conditions prévues au Chapitre V ;
- Les indicateurs de performances tel que définis aux articles 36.1, 36.2, 36.3 et 37.3 ;
- Le bilan environnemental tel que décrit à l'article 36.4 ;
- Le bilan du nombre d'heures consacrées à l'insertion professionnelle et des difficultés éventuelles rencontrées ;
- Le bilan du nombre d'heures confiées à des associations et entreprises du secteur de l'économie sociale et solidaire et des difficultés rencontrées ;
- Les éléments exigés au titre des annexes n°18 à 22 et 34 ;
- L'Age moyen des Installations au 31 décembre de l'année N ;
- L'état d'avancement des Travaux initiaux et de renforcement.
- Les perspectives pour l'année N+1.

ARTICLE 63. CONTROLE DE L'AUTORITE CONCEDEANTE

63.1 Objet du contrôle

L'Autorité Concedante dispose d'un droit de contrôle permanent sur l'exécution du Contrat par le Concessionnaire ainsi que sur la qualité du service rendu aux Abonnés, dans le respect de l'autonomie de gestion du Concessionnaire.

Ce contrôle comprend notamment :

- Un droit d'information sur la gestion du service objet du Contrat ;
- Un droit d'information sur la conception et la réalisation des Travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage du Concessionnaire ;
- Un droit d'information sur les conditions d'exploitation du service et la qualité du service rendu aux Abonnés ;
- Le droit de contrôler les renseignements donnés par le Concessionnaire tant dans les comptes rendus mensuels et annuels que dans les comptes d'exploitation prévisionnels ;
- Un droit d'information sur les demandes des autorités relatives à l'exploitation du service concédé.

63.2 Exercice du contrôle

L'Autorité Concedante organise librement le contrôle défini au présent article. Elle peut en confier l'exécution, soit à ses propres agents, soit à des organismes qu'il choisit sous réserve que le choix des organismes ne porte pas atteinte au secret des affaires. Elle peut en modifier librement l'organisation.

Les agents désignés par l'Autorité Concedante disposent des pouvoirs de contrôle les plus étendus tant sur pièces que sur place.

L'Autorité Concedante exerce son contrôle dans le respect des réglementations relatives à la confidentialité (vie privée, droits de propriété intellectuelle et industrielle du Concessionnaire dûment justifiés par celui-ci).

Elle veille à la qualification et à la déontologie des personnes chargées du contrôle et s'assure qu'elles ne perturbent pas le bon fonctionnement et la sécurité du service. Elle est responsable vis-à-vis du Concessionnaire des agissements des personnes qu'il mandate pour l'exécution du contrôle.

63.3 Obligations du Concessionnaire

Le Concessionnaire facilite l'accomplissement du contrôle exercé par l'Autorité Concedante. À cet effet, il doit notamment :

- Autoriser, après un délai de prévenance raisonnable du Concessionnaire, l'accès aux Ouvrages et Équipements aux personnes mandatées par l'Autorité Concedante ;
- Répondre à toute demande d'information de la part de l'Autorité Concedante consécutive à une réclamation d'un Abonné ;
- Justifier auprès de l'Autorité Concedante des informations qu'il aura fournies, notamment dans le cadre du rapport annuel, par la production de tout document technique ou comptable utile se rapportant à l'exécution du Contrat ;
- Désigner un ou plusieurs représentants compétents pour répondre aux questions posées par l'Autorité Concedante qui ne pourront opposer le secret professionnel aux demandes d'information se rapportant à l'exécution du Contrat ;
- Conserver pendant toute la durée du Contrat et pendant une durée de cinq (5) années après son expiration, les documents nécessaires au contrôle et présentant un intérêt significatif pour la gestion du service objet du Contrat ;
- Transmettre à l'Autorité Concedante dans un délai maximum de trente (30) Jours à compter de l'envoi/réception, toute correspondance écrite postale (entrante ou sortante) avec les autorités administratives compétentes et informer l'Autorité Concedante dans le même délai de tout contrôle inopiné sur l'un des sites gérés par le Concessionnaire ;
- L'Autorité Concedante à accéder aux résultats de toutes les enquêtes auxquelles il répond, en prenant soin de reporter cette autorisation lorsqu'il répond à l'enquête annuelle SNCU.

ARTICLE 64. REUNIONS

De manière générale le Concessionnaire, assiste et/ou participe tout au long du Contrat, aux réunions, commissions et toutes autres instances organisées par l'Autorité Concédante ayant trait au service, et sous réserve d'un délai de prévenance raisonnable. Sauf demande contraire formulée par l'Autorité Concédante, il en établit à ses frais le compte-rendu à produire et le transmet à l'Autorité Concédante dans un délai maximal de quinze (15) Jours après la tenue de la réunion.

Il est prévu à minima une réunion tous les deux mois avec l'ensemble des Abonnés, au sein d'un comité technique.

X SANCTIONS

ARTICLE 68 SANCTIONS PECUNIAIRES

Faute pour le Concessionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le Contrat, et sans préjudice des sanctions coercitives ou résolutoires applicables, des pénalités peuvent lui être infligées par l'Autorité Concédante.

Lorsqu'un manquement du Concessionnaire à ses obligations trouve son origine dans le fait d'un Tiers (hors Autorité Concédante et Abonnés), le Concessionnaire demeure redevable des pénalités, charge à lui d'entreprendre toute action lui permettant, le cas échéant, d'obtenir réparation du préjudice subi.

Les pénalités sont prononcées par l'Autorité Concédante après avoir notifié son constat et invité le Concessionnaire à fournir ses explications, notamment l'existence d'une éventuelle Cause Légitime ou d'un cas de Force Majeure.

A l'exception des pénalités visées aux articles 68.3, 68.5, 68.7, les pénalités sont libératoires, c'est-à-dire qu'une fois la pénalité appliquée, l'Autorité Concédante ne pourra pas solliciter de réparation et de dommages et intérêts du fait de ce manquement. Toutefois le concessionnaire n'est pas libéré de son obligation contractuelle.

[...]

68.3 Pénalités liées aux conditions d'exploitation

En cas de manquement du Concessionnaire aux obligations formulées au Chapitre III, les pénalités suivantes peuvent être appliquées.

Ces pénalités sont appliquées par l'Autorité Concédante. Elles sont, sauf stipulations spécifiques contraires, versées par le Concessionnaire à l'Abonné. Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure.

Les pénalités du présent article sont non libératoires et sont plafonnées à 6% du chiffre d'affaires HT de l'année précédente, ou à défaut du chiffre d'affaires prévisionnel. L'atteinte de ce plafond une année donnée ouvre droit à la résiliation pour faute du Contrat dans les 12 mois suivants, dans les conditions prévues à l'ARTICLE 70.

Lorsque les événements suivants ont eu une incidence effective sur l'exécution normale du Contrat, aucune pénalité n'est due par le Concessionnaire au titre du défaut d'exécution constaté :

- Non-respect des spécifications de qualité des Fluides en raison de :
 - La rupture d'alimentation de fourniture objet des contrats d'adhésion du Concessionnaire, telle qu'une rupture d'alimentation électrique du Site qui ne constituerait pas un cas de Force Majeure, non imputable au Concessionnaire (dument justifié, sur constat) et si les installations/systèmes de substitution (redondance, secours, organisation matérielle et humaine) ont été mis en œuvre conformément aux obligations du Concessionnaire relatives au fonctionnement des systèmes de substitutions existants ;
 - Le non-respect des conditions de fourniture des utilités par l'Autorité Concédante au Concessionnaire dans les conditions de l'**Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent Contrat (dument justifié au regard des obligations du Concessionnaire) et si les installations/systèmes de substitution (redondance, secours, organisation matérielle et humaine) ont été mis en œuvre conformément aux obligations du Concessionnaire relatives au fonctionnement des systèmes de substitutions existants.

68.3.1 Perturbation Non Programmée

Le non-respect des dispositions relatives à la qualité de service et notamment le constat de Perturbations non programmées donne lieu à l'application d'une pénalité au titre de l'interruption de fourniture.

La définition des interruptions de fourniture de qualité est précisée à l'ARTICLE 30. Le non-respect de la qualité de fourniture est assimilé à une interruption de fourniture et donne lieu, au bénéfice de l'Abonné :

- A une réduction de la facturation comme suit : la prestation variable non réalisée n'est pas rémunérée et le Terme R1 n'est donc pas facturé ;
- A une pénalité, facturée en fin d'année.

La pénalité est constituée :

- D'un terme « fixe » lié à l'apparition d'une interruption quel que soit sa durée
- D'un terme « proportionnel » lié à la durée de l'interruption

La pénalité est calculée en déduisant la franchise prévue à l'article 30.6, de la manière suivante :

$$Pif = (Af * (NTIFR_f / NTI_f) + Bf * dif * (DTIFR_f / DTI - f) * Csif$$

Avec :

- Pif est le montant de la pénalité pour une (1) Perturbation du Fluide f ;
- Af et Bf termes contractuels définis dans le tableau suivant par Fluide ;
- Dif est la durée de Perturbation exprimée en h ;
- CSif est la somme des Capacités Souscrites du Fluide f perturbé par la Perturbation Non Programmée ;
- NTI_f : est le nombre d'interruptions annuelle pour le Fluide f ;
- NTIFR_f est le nombre d'interruptions pour le Fluide f déduction faite de la franchise ;
- DTI_f est le nombre d'heures annuelle pour le Fluide f ;
- DTIFR_f est le nombre d'heures pour le Fluide f déduction faite de la franchise.

Fluide	Af (€/unité des Capacités Souscrites)	Bf
EC90	5	1,25
EM45	5	1,25
EF16	5	1,25
EG5	5	1,25
EA	300	37,50
EDI	1000	375,00
EUP	1500	625,00
ACS7	5	0,63
ACS9	10	1,25
N2S	25	5,00
N2P	50	6,25
N2L	3800	475,00
O25.0	500	125,00
O2ind	1000	125,00
Ar	1000	125,00
He	500	125,00
H26.0	500	125,00
H26.6	500	125,00
CO2	500	125,00

EFFAB	200	25,00
EEEE	200	100 000,00
EFFS	200	100 000,00
EFFD	200	250,00

68.3.2 Perturbation Programmée

Le non-respect de la date ou de la durée prévisionnelle de la Perturbation Programmée donne lieu à l'application d'une pénalité.

Dans le cas du non-respect de la date prévisionnelle de la Perturbation Programmée, celle-ci sera traitée comme une Perturbation Non-Programmée.

Dans le cas du non-respect de la durée prévisionnelle, la durée excédentaire sera pénalisée de la manière suivante :

$$\text{Pif} = \text{Bf} \times \text{dif} \times \text{Csif}$$

Avec :

- Pif est le montant de la pénalité pour une (1) Perturbation du Fluide f ;
- Bf termes contractuels définis dans le tableau ci avant ;
- Dif est la durée excédentaire de Perturbation exprimée en h ;
- CSif est la somme des Capacités Souscrites du Fluide f perturbé par la Perturbation Programmée.

68.3.3 Pénalités relatives au remplacement des Equipements défectueux

En cas de non-respect du délai défini par le Concessionnaire et justifié auprès de l'Autorité Concédante conformément à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, le Concessionnaire est passible d'une pénalité fixée à 100 € par jour calendaire de retard.

[...]